

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 642

9 mars 2015

SOMMAIRE

Abeco S.A.	30816	PAN Asia Investment S.A.	30770
Absalon	30798	Panattoni Holding S.à r.l.	30774
Allianz Infrastructure Spain Holdco II S.à r.l.	30787	Parker-Migliorini International Luxembourg S.à r.l.	30774
Alternative Leaders S.A.	30777	Penedos Investments S.à r.l.	30772
Altiad Luxembourg S.à r.l.	30812	PH International Finance Company S.à r.l.	30771
Argolin S.A.	30780	Piemont Hotel S.à r.l. et Cie s.e.c.s.	30774
BGV III Feeder 2 SICAV-FIS	30797	Point Lobos S.à r.l.	30773
Bombardier Transportation Luxembourg	30793	Premium Coffee Holding S.A.	30771
Caromil S.A.	30811	Problux S.A.	30770
FRUYTIER GROUP Purchase, sales and services	30772	RBRE CE Investment I S.à r.l.	30775
GK Invest SA	30772	Rose Invest International Holding S.A. ...	30770
GKS S.A.	30772	RP Babelsberg S.à r.l.	30775
Greenberry S.A.	30773	Saale Wohnen S.à r.l.	30770
HayFin Topaz LuxCo 2 S.C.A.	30773	Seven Five Partners Lux S.à r.l.	30776
Human Potentials Development	30773	Société de Participations Etrangères S.A. (S.P.E. S.A.)	30771
Iteram Investments S.A.	30777	Solver S.A.	30776
LSF7 Lux Investments I S.à r.l.	30775	Spree Wohnen 3 S.à r.l.	30771
Lucoma S.A.	30811	Sumala S.A.	30775
Nuova Mokas S.à r.l.	30816	Trinidad Drilling International Luxembourg S.à r.l.	30782
Opus Major S.A.	30815	Uni Solar SA	30816
Orderman	30776	VIY Greater Europe Hospitality Fund SICAV-SIF	30776
Orion IV European 3 S.à r.l.	30775		
Orion Master IV Luxembourg S.à r.l.	30774		

Rose Invest International Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 90.735.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015018454/9.

(150022175) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2015.

PAN Asia Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 182.575.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015018410/9.

(150021669) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2015.

Problux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 189.148.

Conformément à l'article premier de la loi du 28 juillet 2014, relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur, et par décision du Conseil d'Administration en date du 12 janvier 2015, EXPERTA CORPORATE AND TRUST SERVICES S.A., Luxembourg, société anonyme, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, immatriculée au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B-29597, a été nommée agent dépositaire des actions au porteur et détenteur du registre des actions au porteur de la Société avec effet immédiat et pour une durée illimitée.

Luxembourg, le 3 février 2015.

Pour: *PROBLUX S.A.*

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2015018429/16.

(150022098) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2015.

Saale Wohnen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 182.983.

Extrait des décisions prises par l'associé unique en date du 2 février 2015

1. M. Frank PLETSCHE a démissionné de son mandat de gérant.
2. M. Mark GORHOLT a démissionné de son mandat de gérant, avec effet au 14 janvier 2015.
3. M. Oliver THOMAS, administrateur de sociétés, né le 25 mai 1983 à Geilenkirchen (Allemagne), demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant, pour une durée indéterminée.
4. M. Jean-Christophe DAUPHIN, administrateur de sociétés, né à Nancy (France) le 20 novembre 1976, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant, avec effet au 14 janvier 2015, pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 3 février 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour *Saale Wohnen S.à r.l.*

Un mandataire

Référence de publication: 2015018459/20.

(150021702) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2015.

Premium Coffee Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.
R.C.S. Luxembourg B 112.152.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 2 février 2015.
Référence de publication: 2015018405/10.
(150022146) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2015.

PH International Finance Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,02.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 190.213.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 30 janvier 2015.
Référence de publication: 2015018421/10.
(150021619) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2015.

Société de Participations Etrangères S.A. (S.P.E. S.A.), Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 24.301.

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 31 décembre 2014 que, le professionnel du secteur financier, la société INTERCORP S.A., 23, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, a été nommée dépositaire des titres au porteur émis par la société.

Luxembourg, le 31 décembre 2014.
POUR EXTRAIT CONFORME
POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION
Signature

Référence de publication: 2015018497/14.
(150021745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2015.

Spree Wohnen 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 182.990.

Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 2 février 2015

1. M. Frank PLETSCHE a démissionné de son mandat de gérant.
2. M. Mark GORHOLT a démissionné de son mandat de gérant, avec effet au 14 janvier 2015.
3. M. Oliver THOMAS, administrateur de sociétés, né le 25 mai 1983 à Geilenkirchen (Allemagne), demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant, pour une durée indéterminée.
4. M. Jean-Christophe DAUPHIN, administrateur de sociétés, né à Nancy (France) le 20 novembre 1976, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant, avec effet au 14 janvier 2015, pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 3 février 2015.
Pour extrait sincère et conforme
Pour Spree Wohnen 3 S.à r.l.
Un mandataire

Référence de publication: 2015018479/20.
(150021458) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2015.

GK Invest SA, Société Anonyme.

Siège social: L-9160 Ingeldorf, 8, route d'Ettelbruck.
R.C.S. Luxembourg B 137.998.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015018890/10.

(150022772) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2015.

GKS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9160 Ingeldorf, 8, route d'Ettelbruck.
R.C.S. Luxembourg B 108.698.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015018891/10.

(150022771) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2015.

Penedos Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 185.851.

Veuillez prendre note du changement d'adresse de l'associé:

Nom: Vajna «en qualité de trustée de Andrew G. Vajna Revocable Trust»

Prénom: Andrew G.

980 Kelly Johnson Drive

Suite 150

Las Vegas, NV 89119

Luxembourg, le 03 février 2015.

Pour Penedos Investments S.à r.l.

United International Management S.A.

Référence de publication: 2015018395/16.

(150021792) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2015.

FRUYTIER GROUP Purchase, sales and services, Société Anonyme.

Siège social: L-9647 Doncols, 17, Duerfstrooss.
R.C.S. Luxembourg B 54.706.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Statutaire du 25/08/2014

5. L'assemblée générale décide de reconduire le mandat de réviseur de la société à savoir la Fiduciaire Internationale S.A. pour la révision des comptes de l'année 2014. Le mandat du réviseur se terminera à l'assemblée générale ordinaire de l'année 2015.

6. L'assemblée générale approuve, à l'unanimité, les nominations suivantes:

- Monsieur David Fruytier demeurant Rue Victor Libert n° 39 à 6900 Marche-en-Famenne en Belgique est nommé administrateur. Son mandat aura une durée de 6 ans et prendra fin à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2020.

- Monsieur Marc Ostyn demeurant Rue des Champs n°2A à 8218 Mamer au Luxembourg est nommé administrateur. Son mandat aura une durée de 6 ans et prendra fin à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2020.

- Madame Marie-Thérèse Dekandelaer demeurant Rue des Champs n°2A à 8218 Mamer au Luxembourg est nommée administrateur. Son mandat aura une durée de 6 ans et prendra fin à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2020.

Référence de publication: 2015018879/18.

(150022337) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2015.

Point Lobos S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon 1er.
R.C.S. Luxembourg B 136.911.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015019143/9.

(150022930) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2015.

Human Potentials Development, Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 9, rue des Trois Cantons.
R.C.S. Luxembourg B 146.391.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés, dans leur version abrégée, au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg conformément à l'art. 79(1) de la loi du 19/12/2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2015018923/11.

(150022577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2015.

HayFin Topaz LuxCo 2 S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 172.867.

Extrait des résolutions circulaires du conseil de gérance de HayFin Topaz S.à r.l., agissant en sa qualité d'actionnaire commandité de la Société, datées du 30 janvier 2015

Madame Carmen Ionescu dont l'adresse professionnelle se situe au 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, a été nommée en tant que représentant permanent de l'actionnaire commandité de la Société avec effet au 30 janvier 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour HayFin Topaz Luxco 2 S.C.A.

Un Mandataire

Référence de publication: 2015018907/14.

(150022981) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2015.

Greenberry S.A, Société Anonyme.

Siège social: L-4123 Esch-sur-Alzette, 63, rue du Fossé.
R.C.S. Luxembourg B 187.385.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue le 31 décembre 2014

L'assemblée prend acte de la démission de Monsieur Marco Fumagalli, né le 27 juin 1970 à Mariano Comense (Italie), demeurant au 17, Via Giovanni Molignoni, I-22020 Dizzasco (CO), Italie et de Monsieur Stefano Bruno Serafino Campovino, né le 13 juillet 1964 à Lugano (Suisse), demeurant au 36, Via Cabella, CH-6863 Mendrisio (Besazio), Suisse, de leur fonction d'administrateurs de la société avec effet au 1^{er} janvier 2015.

L'assemblée décide de nommer comme nouveaux administrateurs, avec effet au 1^{er} janvier 2015:

- Monsieur Stefano Bianchi, né le 13 octobre 1968 à Milan (Italie), demeurant via Melzi d'Eril 6 - I-20154 Milan (Italie)
- Monsieur Andrea Mauro Bruno Quadranti, né le 5 avril 1968 à Sorengo (Suisse), demeurant 44, Boulevard d'Italie - MC 98000 Monaco

Leur mandat ayant la même échéance que leur prédécesseur et se terminera lors de l'assemblée générale ordinaire approuvant les comptes de l'exercice clôturant au 31.12.2014 à tenir en 2015.

GREENBERRY S.A.

Société anonyme

Référence de publication: 2015018896/20.

(150022357) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2015.

Piemont Hotel S.à r.l. et Cie s.e.c.s., Société en Commandite simple.

Siège social: L-1618 Luxembourg, 2, rue des Gaulois.

R.C.S. Luxembourg B 43.491.

Les comptes annuels au 31 décembre 2001 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015019170/11.

(150022348) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2015.

Panattoni Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 115.000,00.

Siège social: L-1631 Luxembourg, 37, rue Glesener.

R.C.S. Luxembourg B 172.056.

En date du 16 janvier 2015, Catherine Delsemme, gérant de la Société, a changé d'adresse qui est désormais la suivante:
Catherine Delsemme

37 rue Glesener

L-1631 Luxembourg

Luxembourg, le 19 janvier 2015.

Catherine Delsemme.

Référence de publication: 2015019118/13.

(150022878) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2015.

Parker-Migliorini International Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 925.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 39, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 163.067.

Le conseil de gérance de la Société a décidé de transférer le siège social de la Société au 39, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg avec effet au 1^{er} janvier 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 février 2015.

Un mandataire

Référence de publication: 2015019125/13.

(150022508) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2015.

Orion Master IV Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 182.820,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 173.948.

Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

L'adresse de Monsieur Ronald W. DE KONING, gérant de la Société, a changé avec effet au 1^{er} février 2015 et se trouve désormais au:

- Noordensweg 52, 2421 XZ Nieuwkoop, Pays-Bas.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 février 2015.

Orion Master IV Luxembourg S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2015019094/17.

(150022461) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2015.

**RBRE CE Investment I S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. LSF7 Lux Investments I S.à r.l.).**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 151.005.

Statuts coordonnés, suite à une assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette en date du 12 novembre 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Esch/Alzette, le 12 décembre 2014.

Référence de publication: 2015019208/11.

(150022719) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2015.

Sumala S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 49.364.

Par lettre recommandée en date du 2 février 2015 la société FIDUCENTER S.A., société anonyme avec siège social à L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau, a mis fin de plein droit au contrat de domiciliation avec la société SUMALA S.A. en liquidation et ce, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCENTER S.A.

Le domiciliataire

Référence de publication: 2015019282/12.

(150022637) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2015.

RP Babelsberg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 124.716.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue extraordinairement le 3 décembre 2014 à 9h30

L'Assemblée Générale Ordinaire tenue extraordinairement accepte la démission de Monsieur Christ DE MESTRE, Gérant A, et décide de nommer en remplacement comme gérant A pour une durée illimitée:

Monsieur Shaun Collins né le 23 mai 1968 à Hinckley (Royaume-Uni)

25, St. George Street, Londres W1S IFS (Royaume-Uni)

Pour copie conforme

Référence de publication: 2015019217/14.

(150022114) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2015.

Orion IV European 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 49.250,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 162.989.

Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

L'adresse de Monsieur Ronald W. DE KONING, gérant de la Société, a changé avec effet au 1^{er} février 2015 et se trouve désormais au:

- Noordensweg 52, 2421 XZ Nieuwkoop, Pays-Bas.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 février 2015.

Orion IV European 3 S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2015019081/17.

(150022207) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2015.

Orderman, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 156.741.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015018351/9.

(150021719) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2015.

VIY Greater Europe Hospitality Fund SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 172.698.

Les comptes annuels au 30/06/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015019338/10.

(150023122) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2015.

Solver S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 127.363.

Extrait des décisions prises lors de la réunion du conseil d'administration tenu au siège social en date du 3 février 2015

Le Conseil d'Administration, conformément à la loi du 28 juillet 2014, relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur, publiée au Mémorial A no 161 du 14 août 2014, décide de nommer, comme agent dépositaire, la société ACCOUNTIS S.à r.l., ayant son siège social au 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, enregistrée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B60 219.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

SOLVER S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2015019270/17.

(150022690) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2015.

Seven Five Partners Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 44.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5c, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 190.712.

Extrait des résolutions de l'associé unique de la Société du 02 Février 2015

Au 02 Février 2015, l'associé unique a pris la résolution suivante:

- Approuver la démission d'Emilie Morel, née le 31 Janvier 1982 à Saint-Dié, France, ayant comme adresse professionnelle 5, C rue Eugène Ruppert, L-2453-Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet le 02 Février 2015.

Depuis cette date, le conseil de gérance de la Société est désormais composé des personnes suivantes:

- Julie K.Braun (gérant)

- Herve Marsot (gérant)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 02 Février 2015.

Seven Five Partners (offshore) LLC

Référence de publication: 2015019227/18.

(150023088) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2015.

**Iteram Investments S.A., Société Anonyme,
(anc. Alternative Leaders S.A.).**

Siège social: L-2132 Luxembourg, 8-10, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 82.731.

L'an deux mille quinze, le vingt janvier.

Pardevant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg;

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Alternative Leaders S.A., avec siège social à Luxembourg, 8-10, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg dûment enregistrée au Registre de Commerce sous le numéro B. 82 731 et constituée suivant acte notarié de Me Edmond Schroeder, notaire de résidence à Mersch à l'époque, le 6 juillet 2001, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 613 daté du 8 août 2001. Les statuts ont été modifiés la dernière fois suivant acte notarié le 9 janvier 2008, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 664 daté du 18 mars 2008.

L'Assemblée est ouverte à 10h30 et Cyrille Novack, employée privé, résidant professionnellement à Luxembourg est élue président de l'Assemblée.

Yannick Deschamps, juriste, résidant professionnellement à Luxembourg est nommé scrutateur.

Le Président et le scrutateur s'entendent pour que Frédérique Lefèvre, juriste, de résidence professionnelle à Luxembourg soit nommée comme secrétaire.

Le président expose et prie alors le notaire instrumentant d'acter comme suit:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions détenues par chacun d'entre eux sont indiqués sur une liste de présence signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant. Ladite liste ainsi que les procurations seront annexées au présent acte pour être soumises aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il résulte de la liste de présence que l'intégralité du capital est présente ou représentée, de sorte que la présente assemblée a pu se réunir sans publication préalable d'avis de convocation. Les actionnaires présents et/ou représentés déclarent par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Que dès lors, la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit

III.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

Ordre du jour

- Changement de dénomination de la société Alternative Leaders S.A. en ITERAM Investments S.A. et modification de l'article 1 des Statuts en conséquence.

- Modification de l'objet social de la société et modification de l'article 3 des statuts comme suit:

En version anglaise:

"The object of the Company is the management of alternative investment funds ("AIFs") within the meaning of and in accordance with Directive 2011/61/EU on alternative investment fund managers as amended from time to time and implemented into Luxembourg law by the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the "Law of 2013").

The activity of management of AIFs includes the following functions:

Portfolio Management. In this regard, the Company may, for the account of the Funds, (i) provide investment advice and make investment decisions, (ii) enter into agreements, (iii) buy, sell, exchange and deliver any sort of transferable securities and/or other acceptable types of assets, (iv) exercise all voting rights pertaining to securities held by the investment funds under management. This enumeration is not intended to be exhaustive.

Risk Management. The activity of management of the AIFs includes the risk management of the AIFs, as mentioned in Annex I of the Law of 2013.

Administration. The activity of management of the AIFs includes the functions listed in Annex I of the Law of 2013, i.e. (i) legal and fund management accounting services, (ii) customer inquiries, (iii) valuation of the portfolio and pricing of the units and/or shares (including tax returns), (iv) regulatory compliance monitoring, (v) maintenance of unitholders and/or shareholders register, (vi) distribution of income, (vii) units and/or shares issues and repurchases, (viii) contract settlements (including certificate dispatch), and (ix) record keeping.

Marketing. The activity of management of the AIFs includes the distribution, marketing and placement of the units and/or shares of Funds in Luxembourg and abroad.

In addition to the services provided by the Company above, the Company may also engage in:

a) the management of portfolios of investments, including those owned by pension funds and institutions for occupational retirement provision, in accordance with Article 19 paragraph (1) of Directive 2003/41/EC, in the framework of the mandates given by investors on a discretionary, client-by-client basis;

b) non-core services comprising (i) investment advice; and (iii) reception and transmission of orders in relation to financial instruments.

The Company may perform part or all of these activities for AIFs or other management companies or alternative investment fund managers as delegate. The Company may provide services in Luxembourg and abroad and may for that purpose establish representative offices and/or branches. The Company may also administer its own assets and perform all operations and activities considered useful for the accomplishment and development of its purposes, while remaining however within the limits laid down by the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended (the “Law of 1915”) and by the Law of 2013.”

En version française:

“La Société a pour objet la gestion de fonds d’investissements alternatifs («FIA») au sens de et conformément à la Directive 2011/61/UE relative aux gestionnaires de fonds d’investissement alternatifs, telle qu’elle pourra être modifiée de temps à autre et telle que transposée au Luxembourg par la loi du 12 juillet 2013 sur les gestionnaires de fonds alternatifs (la «Loi de 2013»).

L’activité de gestion des FIAs inclut les fonctions suivantes:

Gestion d’actifs. A cet égard, la Société pourra, pour le compte des FIAs, (i) fournir des conseils en investissement et prendre des décisions d’investissement, (ii) conclure des contrats, (iii) acheter, vendre, échanger et délivrer toute sorte de valeurs mobilières et/ou autres types d’actifs autorisés, (iv) exercer tous les droits de vote en relation avec les titres détenus par les fonds d’investissement sous gestion. Cette énumération n’est pas destinée à être exhaustive.

Gestion des risques. L’activité de gestion des FIAs inclut la fonction de gestion des risques des FIAs, tel que prévu par l’Annexe 1 de la Loi de 2013.

Administration. L’activité de gestion des FIAs inclut les fonctions telles que listées en Annexe I de la Loi de 2013, c’est à dire (i) services juridiques et de gestion comptable du fonds, (ii) demande de renseignement des clients, (iii) évaluation du portefeuille et détermination de la valeur des parts et/ou actions (y compris les aspects fiscaux), (iv) contrôle du respect des dispositions réglementaires, (v) tenue du registre des porteurs de parts et/ou actionnaires, (vi) répartition des revenus, (vii) émission et rachat de parts et/ou d’actions, (viii) règlement des contrats (y compris envoi des certificats), et (ix) enregistrement et conservation des opérations.

Commercialisation. L’activité de gestion des FIAs inclut la commercialisation, la distribution et le placement des parts et/ou actions des Fonds à Luxembourg et à l’étranger.

En plus des services fournis par la Société mentionnée auparavant, la Société peut s’engager dans:

a) la gestion de portefeuilles, y compris ceux qui sont détenus par des fonds de retraite et des instructions de retraite professionnelle, conformément à l’article 19, paragraphe (1), de la directive 2003/41/CE, dans le cadre des mandats donnés par les investisseurs sur une base discrétionnaire et individualisée;

b) des services auxiliaires comprenant (i) le conseil en investissement; et (iii) la réception et la transmission d’ordres portant sur des instruments financiers.

La Société peut exercer tout ou partie de ces activités pour des FIAs ou pour d’autres sociétés de gestion ou gestionnaires de fonds d’investissement alternatifs comme délégataire. La Société peut fournir ces services à Luxembourg ainsi qu’à l’étranger et peut pour ce faire établir des bureaux de représentation ou des succursales. La Société peut également administrer ses propres actifs et entreprendre toutes opérations et activités considérées comme utiles à l’accomplissement et au développement de son objet, en restant toutefois dans les limites de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (la «Loi de 1915»), et par la Loi de 2013.”

Ces faits ayant été approuvés par l’assemblée, cette dernière a pris à l’unanimité des voix les résolutions suivantes:

1^{ère} Résolution

La présente assemblée décide de changer la dénomination de la société Alternative Leaders S.A. en ITERAM Investments S.A.

2^{ème} Résolution

La présente assemblée décide de modifier l’article 1 des Statuts de la Société comme suit:

En version anglaise:

“There exists among the subscribers and all those who may become owners of the shares hereafter issued, a corporation in the form of a «société anonyme» under the name of “ITERAM Investments S.A.” (the “Company”).”

En version française:

“Il existe entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après émises, une société en la forme d’une société anonyme sous la dénomination de «ITERAM Investments S.A.» («la Société»).”

3^{ème} Résolution

La présente assemblée décide de modifier l'objet social de la société et de modifier l'article 3 des statuts comme suit:

En version anglaise:

"The object of the Company is the management of alternative investment funds ("AIFs") within the meaning of and in accordance with Directive 2011/61/EU on alternative investment fund managers as amended from time to time and implemented into Luxembourg law by the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the "Law of 2013").

The activity of management of AIFs includes the following functions:

Portfolio Management. In this regard, the Company may, for the account of the Funds, (i) provide investment advice and make investment decisions, (ii) enter into agreements, (iii) buy, sell, exchange and deliver any sort of transferable securities and/or other acceptable types of assets, (iv) exercise all voting rights pertaining to securities held by the investment funds under management. This enumeration is not intended to be exhaustive.

Risk Management. The activity of management of the AIFs includes the risk management of the AIFs, as mentioned in Annex I of the Law of 2013.

Administration. The activity of management of the AIFs includes the functions listed in Annex I of the Law of 2013, i.e. (i) legal and fund management accounting services, (ii) customer inquiries, (iii) valuation of the portfolio and pricing of the units and/or shares (including tax returns), (iv) regulatory compliance monitoring, (v) maintenance of unitholders and/or shareholders register, (vi) distribution of income, (vii) units and/or shares issues and repurchases, (viii) contract settlements (including certificate dispatch), and (ix) record keeping.

Marketing. The activity of management of the AIFs includes the distribution, marketing and placement of the units and/or shares of Funds in Luxembourg and abroad.

In addition to the services provided by the Company above, the Company may also engage in:

a) the management of portfolios of investments, including those owned by pension funds and institutions for occupational retirement provision, in accordance with Article 19 paragraph (1) of Directive 2003/41/EC, in the framework of the mandates given by investors on a discretionary, client-by-client basis;

b) non-core services comprising (i) investment advice; and (iii) reception and transmission of orders in relation to financial instruments.

The Company may perform part or all of these activities for AIFs or other management companies or alternative investment fund managers as delegate. The Company may provide services in Luxembourg and abroad and may for that purpose establish representative offices and/or branches. The Company may also administer its own assets and perform all operations and activities considered useful for the accomplishment and development of its purposes, while remaining however within the limits laid down by the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended (the "Law of 1915") and by the Law of 2013."

En version française:

"La Société a pour objet la gestion de fonds d'investissements alternatifs («FIA») au sens de et conformément à la Directive 2011/61/UE relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs, telle qu'elle pourra être modifiée de temps à autre et telle que transposée au Luxembourg par la loi du 12 juillet 2013 sur les gestionnaires de fonds alternatifs (la «Loi de 2013»).

L'activité de gestion des FIAs inclut les fonctions suivantes:

Gestion d'actifs. A cet égard, la Société pourra, pour le compte des FIAs, (i) fournir des conseils en investissement et prendre des décisions d'investissement, (ii) conclure des contrats, (iii) acheter, vendre, échanger et délivrer toute sorte de valeurs mobilières et/ou autres types d'actifs autorisés, (iv) exercer tous les droits de vote en relation avec les titres détenus par les fonds d'investissement sous gestion. Cette énumération n'est pas destinée à être exhaustive.

Gestion des risques. L'activité de gestion des FIAs inclut la fonction de gestion des risques des FIAs, tel que prévu par l'Annexe 1 de la Loi de 2013.

Administration. L'activité de gestion des FIAs inclut les fonctions telles que listées en Annexe I de la Loi de 2013, c'est à dire (i) services juridiques et de gestion comptable du fonds, (ii) demande de renseignement des clients, (iii) évaluation du portefeuille et détermination de la valeur des parts et/ou actions (y compris les aspects fiscaux), (iv) contrôle du respect des dispositions réglementaires, (v) tenue du registre des porteurs de parts et/ou actionnaires, (vi) répartition des revenus, (vii) émission et rachat de parts et/ou d'actions, (viii) règlement des contrats (y compris envoi des certificats), et (ix) enregistrement et conservation des opérations.

Commercialisation. L'activité de gestion des FIAs inclut la commercialisation, la distribution et le placement des parts et/ou actions des Fonds à Luxembourg et à l'étranger.

En plus des services fournis par la Société mentionnée auparavant, la Société peut s'engager dans:

a) la gestion de portefeuilles, y compris ceux qui sont détenus par des fonds de retraite et des instructions de retraite professionnelle, conformément à l'article 19, paragraphe (1), de la directive 2003/41/CE, dans le cadre des mandats donnés par les investisseurs sur une base discrétionnaire et individualisée;

b) des services auxiliaires comprenant (i) le conseil en investissement; et (iii) la réception et la transmission d'ordres portant sur des instruments financiers.

La Société peut exercer tout ou partie de ces activités pour des FIAs ou pour d'autres sociétés de gestion ou gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs comme délégataire. La Société peut fournir ces services à Luxembourg ainsi qu'à l'étranger et peut pour ce faire établir des bureaux de représentation ou des succursales. La Société peut également administrer ses propres actifs et entreprendre toutes opérations et activités considérées comme utiles à l'accomplissement et au développement de son objet, en restant toutefois dans les limites de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (la «Loi de 1915»), et par la Loi de 2013.”

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. NOVACK, Y. DESCHAMPS, F. LEFEVRE et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 26 janvier 2015. Relation: 1LAC/2015/2206. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 3 février 2015.

Référence de publication: 2015017891/184.

(150021605) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2015.

Argolin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 48.451.

DISSOLUTION

In the year two thousand and fourteen, on the eighteenth of December.

Before us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

Mr. Manuel Lao Hernandez, legal age, residing professionally at Ctra. de Casteller, number 298 Terrassa (Barcelona) in Spain (hereinafter referred to as the "Sole Shareholder"),

here represented by Mrs. Anna Van Tuijn, private employee, with professional address at 19, Rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, by virtue of a proxy given in Spain on the 15th of December 2014.

Which aforementioned proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxy holder of the appearing person and by the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed, to be filed with the registration authorities,

Which appearing person, acting as mentioned above, has requested the notary to state as follows:

- That the company ARGOLIN S.A., a société anonyme, with its registered office at 19, rue Eugène, L-2453 Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg), registered in the Luxembourg Trade and Corporate Register under section B and number 48451 (hereinafter referred to as the «Company»), was incorporated according to a deed received by Maître Emile Shlesser, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg on the 12th of August 1994, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 485 of 25th of November 1994;

- That the article of incorporation of the Company have been amended several times and for the last time pursuant a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, (Grand Duchy of Luxembourg) on the 3rd of September 2007, published in the Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, number 2317 of the 16th of October 2007;

- That the Company's capital of the Company amounts to sixty-one thousand five hundred Euro (EUR 61,500.-), divided into one thousand nine hundred seventy-two (1,972) shares without nominal value, entirely paid-up;

- That the Sole Shareholder is the sole owner of all the shares representing the corporate capital of the Company;

- That the Sole Shareholder herewith declares the anticipated dissolution of the Company with immediate effect and its putting into liquidation;

- That the Sole Shareholder is to be appointed as liquidator of the Company;

- That the liquidator, in his capacity, has requested the officiating notary to authenticate his declarations according to which (i) the liabilities of the Company have been settled and (ii) the liabilities in relation of the closing down of the liquidation have been duly accrued. The liquidator furthermore declares that with respect to eventual liabilities of the Company presently unknown that remain unpaid, the Sole Shareholder irrevocably undertakes to pay all such eventual liabilities. As a consequence thereof, all the liabilities of the Company are paid and the remaining assets shall be transferred to the Sole Shareholder;

- The declarations of the liquidator have been verified, pursuant to a report that remains attached as appendix, by Exaudit S.A., a public limited liability company with registered office at 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg registered in the Luxembourg Trade and Corporate Register under section B and number 124.982, acting as dissolution auditor "commissaire à la liquidation";

- That the liquidation of the Company is completed and that the Company is to be considered as definitely terminated and liquidated;

- That full and entire discharge is granted to the incumbent directors, statutory auditor and to the dissolution auditor for the performance of their respective assignments;

- That the Company's documents shall be kept at 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

The bearer of a copy of the present deed shall be granted all necessary powers to carry out any formality regarding publications, cancellations, or registrations by virtue of this deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English and followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Drawn up in Luxembourg on the date mentioned at the beginning of the present deed.

The document having been read in the language of the appearing person, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, the aforesaid appearing person signed the present deed together with the notary.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le dix-huit décembre.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Manuel Lao Hernandez, âge légal, demeurant professionnellement à Ctra. de Casteller, numéro 298 Terrassa (Barcelona) en Espagne (ci-après "l'Actionnaire Unique"),

ici représenté par Madame Anna Van Tuijn, employée privée, demeurant professionnellement au 19, Rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée en Espagne le 15 décembre 2014.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et le notaire instrumentaire, demeure annexée au présent acte avec lequel elle est enregistrée.

Laquelle partie comparante, agissant comme mentionné ci-dessus, a exposé au notaire et l'a prié d'acter ce qui suit:

- Que la société dénommée ARGOLIN S.A., une société anonyme, avec son siège social au 19, rue Eugène, L-2453 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous la section B et au numéro 48.451 (ci-après dénommée la "Société"), a été constituée aux termes d'un acte reçu par Maître Emile Schlessler, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le 12 août 1994 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 485 du 25 novembre 1994;

- Que les statuts de ladite Société ont été modifié plusieurs fois et pour la dernière fois suivant un acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) en date du 3 septembre 2007, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2317 du 16 octobre 2007;

- Que le capital social de la Société est fixé à soixante et un mille cinq cents euros (EUR 61.500,-), divisé en mille neuf cent soixante-douze (1.972) actions sans désignation de valeur nominal, toutes entièrement libérées;

- Que l'Actionnaire Unique est le seule propriétaire de toutes les actions représentant l'intégralité du capital social de la Société;

- Que l'Actionnaire Unique prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat et sa mise en liquidation;

- Que l'Actionnaire Unique se désigne comme liquidateur de la Société;

- Que le liquidateur de la Société a requis le notaire instrumentant d'acter ses déclarations selon lesquelles (i) le passif de la Société est réglé et (ii) le passif en relation avec la clôture de la liquidation est dûment provisionné. Le liquidateur déclare en outre que, par rapport à d'éventuels passifs de la Société actuellement inconnus et non payés à l'heure actuelle, l'Actionnaire Unique assume irrévocablement l'obligation de payer tout ce passif éventuel. En conséquence, tout le passif de ladite Société est réglé et les actifs restants sont transférés au profit de l'associée unique;

- Que les déclarations du liquidateur ont fait l'objet d'une vérification, suivant rapport en annexe, conformément à la loi, par Exaudit S.A., une société anonyme ayant son siège social aut avec son siège social au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, inscrite au R.C.S. Luxembourg sous la section B et le numéro 124.982, agissant en tant que commissaire à la dissolution;

- Que partant la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée;

- Que décharge pleine et entière est donnée aux administrateurs en fonction, au commissaire aux comptes et au commissaire à la dissolution de la Société pour l'exécution de leurs mandats;

- Que les livres et documents de la Société sont conservés pendant cinq ans au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg;

Le porteur d'une expédition des présentes dispose de tous pouvoirs nécessaires pour accomplir toutes les formalités relatives aux publications, radiations, ou dépôts en vertu des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que sur la demande de la partie comparante, le présent acte de société est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte français et anglais, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture faite en langue du pays au comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom, état et demeure, ledit comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. Van Tuijn et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 23 décembre 2014. LAC/2014/62936. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur (signée): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 février 2015.

Référence de publication: 2015017908/108.

(150021932) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2015.

Trinidad Drilling International Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 180.332.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-third day of December,

Before Maître Roger Arrensdorff, notary public residing at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg,

There appeared:

Trinidad Luxembourg Ops Sàrl, a company organized and incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at L-2310 Luxembourg, 16 avenue Pasteur, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 179.732, duly represented by Matthieu Groetzinger, lawyer, residing at L-2132 Luxembourg, 20 avenue Marie-Thérèse, by virtue of a proxy dated August 14, 2014.

Halliburton Eurasia Limited, a company organized and incorporated under the laws of Cyprus, having its registered office at Arch. Makariou III, 2-4 Capital Center, 9th Floor P.C., 1505 Nicosia, Cyprus, registered with the federal ID under number 98-0382694,

duly represented by Matthieu Groetzinger, lawyer, residing at L-2132 Luxembourg, 20 avenue Marie-Thérèse, by virtue of a proxy dated July 16, 2014.

Halliburton Worldwide Ltd., a company organized and incorporated under the laws of Cayman Islands, having its registered office at 69 Dr. Roy's Drive George Town, Grand Cayman. Cayman Islands,

duly represented by Matthieu Groetzinger, lawyer, residing at L-2132 Luxembourg, 20 avenue Marie-Thérèse, by virtue of a proxy dated July 16, 2014.

(Trinidad Luxembourg Ops Sàrl, Halliburton Eurasia Limited and Halliburton Worldwide Ltd. are collectively referred to the "Shareholders").

The said proxies have been annexed to a deed received by the undersigned notary number 2313 of his directory of notarial deeds, on August 20th, 2014 and registered in Luxembourg Civil Deeds on August 22th, 2014, relation LAC/2014/39396.

Such appearing persons, acting in the here above stated capacity, requested the undersigned notary to:

I. state that the Shareholders are the shareholders of Trinidad Drilling International Luxembourg S.à r.l., a private limited liability company ("Société à responsabilité limitée"), having its registered office at L-2310 Luxembourg, 16 avenue Pasteur, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 180.332, incorporated by a deed received by Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg on September 2, 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 2792 on November 7, 2013 and whose articles of incorporation have been amended for the last time by a deed received by Maître Roger Arrensdorff, notary residing in Luxembourg on August 20, 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 3022 on October 20, 2014 (the "Company").

II. record the following resolutions which have been taken in the best interest of the Company, according to the agenda below:

Agenda

a.i.1. Increase of the corporate capital of the Company by the issue of additional ordinary shares and class A mandatory redeemable preferred shares (the "Class A MRPS") with a par value of USD 1.- (one US Dollar) each;

a.i.2. Allocation of the relevant amount to the ordinary shares legal reserve and to the Class A MRPS legal reserve of the Company;

a.i.3. Subscription and payment of additional ordinary shares, with the payment of a share premium attached to the ordinary shares and the allocation of the relevant amount to the ordinary shares legal reserve of the Company and subscription and payment of additional Class A MRPS, with the payment of a share premium attached to the Class A MRPS and the allocation of the relevant amount to the Class A MRPS legal reserve of the Company by Trinidad Luxembourg Ops Sàrl, by a payment in cash;

a.i.4. Subscription and payment of additional ordinary shares, with the payment of a share premium attached to the ordinary shares and the allocation of the relevant amount to the ordinary shares legal reserve of the Company by Halliburton Eurasia Limited, by a payment in cash;

a.i.5. Subscription and payment of additional Class A MRPS, with the payment of a share premium attached to the Class A MRPS and the allocation of the relevant amount to the Class A MRPS legal reserve of the Company by Halliburton Worldwide Ltd., by a payment in cash;

a.i.6. Amendment of article 5.1 of the articles of incorporation of the Company in order to reflect the planned corporate capital increase;

a.i.7. Any other business.

First resolution

The Shareholders decided to increase the corporate capital of the Company by an amount of USD 214,785.- (two hundred fourteen thousand seven hundred eighty-five US Dollars) so as to bring it from its present amount of USD 2,287,901 (two million two hundred eighty-seven thousand nine hundred one US Dollars) to the amount of USD 2,502,686.- (two million five hundred two thousand six hundred eighty-six US Dollars) represented by 27,517 (twenty-seven thousand five hundred seventeen) Ordinary Shares and 2,475,169 (two million four hundred seventy-five thousand one hundred sixty-nine) Class A MRPS with a par value of USD 1.- (one US Dollar) each.

Second resolution

The Shareholders decided to issue 7,517 (seven thousand five hundred seventeen) ordinary shares with a par value of USD 1.- (one US Dollar) each together with the payment of a share premium attached to the ordinary shares of USD 743,483.47 (seven hundred forty-three thousand four hundred eighty-three US Dollars and forty-seven cents) and the allocation of the amount of USD 752.- (seven hundred fifty-two US Dollars) to the ordinary shares legal reserve of the Company. Furthermore the Shareholders decided to issue 207,268 (two hundred seven thousand two hundred sixty-eight) Class A MRPS with a par value of USD 1.- (one US Dollar) each together with the payment of a share premium attached to the Class A MRPS of USD 20,498,893.53 (twenty million four hundred ninety-eight thousand eight hundred ninety-three US Dollars and fifty-three cents) and the allocation of the amount of USD 20,728.- (twenty thousand seven hundred twenty-eight US Dollars) to the Class A MRPS legal reserve of the Company.

Third resolution

Trinidad Luxembourg Ops Sàrl, here represented as aforementioned, declares to:

- subscribe for 4,510 (two hundred fifty-seven thousand seven hundred forty-three) ordinary shares with a par value of USD 1.- (one US Dollar) each for an amount of USD 4,510.- (four thousand five hundred ten US Dollars);
- subscribe for 124,361 (one hundred twenty-four thousand three hundred sixty-one) Class A MRPS with a par value of USD 1.- (one US Dollar) each for an amount of USD 124,361.- (one hundred twenty-four thousand three hundred sixty-one US Dollars);
- pay a share premium attached to the ordinary shares of USD 446,090.48 (four hundred forty-six thousand ninety US Dollars and forty-eight cents);
- pay a share premium attached to the Class A MRPS of USD 12,299,335.72 (twelve million two hundred ninety-nine thousand three hundred thirty-five US Dollars and seventy-two cents);
- allocate to the ordinary shares legal reserve of the Company the amount of USD 451.- (four hundred fifty-one US Dollars);
- allocate to the Class A MRPS legal reserve of the Company the amount of USD 12,437.- (twelve thousand four hundred thirtyseven US Dollars);

Halliburton Eurasia Limited, here represented as aforementioned, declares to:

- subscribe for 3,007 (three thousand seven) ordinary shares with a par value of USD 1.- (one US Dollar) each for an amount of USD 3,007.- (three thousand seven US Dollars);
- pay a share premium attached to the ordinary shares of USD 297,392.99 (two hundred ninety-seven thousand three hundred ninety-two US Dollars and ninety-nine cents);
- allocate to the ordinary shares legal reserve of the Company the amount of USD 301.- (three hundred one US Dollars);

Halliburton Worldwide Ltd., here represented as aforementioned, declares to:

- subscribe for 82,907 (eighty-two thousand nine hundred seven) Class A MRPS with a par value of USD 1.- (one US Dollar) each for an amount of USD 82,907.- (eighty-two thousand nine hundred seven US Dollars);
 - pay a share premium attached to the Class A MRPS of USD 8,199,557.81 (eight million one hundred ninety-nine thousand five hundred fifty-seven US Dollars and eighty-one cents);
 - allocate to the Class A MRPS legal reserve of the Company the amount of USD 8,291.- (eight thousand two hundred ninety one US Dollars);
- by a payment in cash, so that from now the Company has at its free and entire disposal the amount of USD 21,478,642 (twenty one million four hundred seventy eight thousand six hundred forty two US Dollars) as certified to the undersigned notary by a bank certificate.

Fourth resolution

As a consequence of the foregoing statements and resolutions and the contribution being fully carried out, the Shareholders decided to amend article 5.1 of the articles of incorporation to read as follows:

“ **5.1.** The Company’s share capital is set at USD 2,502,686.- (two million five hundred two thousand six hundred eighty-six US Dollars) divided into 27,517 (twenty-seven thousand five hundred seventeen) ordinary shares (the “Ordinary Shares”) and 2,475,169 (two million four hundred seventy-five thousand one hundred sixty-nine) class A mandatory redeemable preferred shares (the “Class A MRPS”). The Company may in addition to the Ordinary Shares and to the Class A MRPS issue from time to time class B mandatory redeemable preferred shares (the “Class B MRPS”), class C mandatory redeemable preferred shares (the “Class C MRPS”), class D mandatory redeemable preferred shares (the “Class D MRPS”), class E mandatory redeemable preferred shares (the “Class E MRPS”), class F mandatory redeemable preferred shares (the “Class F MRPS”), class G mandatory redeemable preferred shares (the “Class G MRPS”), class H mandatory redeemable preferred shares (the “Class H MRPS”), class I mandatory redeemable preferred shares (the “Class I MRPS”), class J mandatory redeemable preferred shares (the “Class J MRPS”) (the Class A MRPS, the Class B MRPS, the Class C MRPS, the Class D MRPS, the Class E MRPS, the Class F MRPS, the Class G MRPS, the Class H MRPS, the Class I MRPS and the Class J MRPS are each hereinafter referred to as a “Class of MRPS”); while they are all hereinafter collectively referred to as “MRPS”; the MRPS and the Ordinary Shares are hereinafter referred to individually as a “Share” and collectively as the “Shares”.

Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with the present deed have been estimated at about EUR 5,750.- (five thousand seven hundred fifty Euro).

With no other outstanding points on the agenda, and further requests for discussion not forthcoming, the meeting is closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version shall prevail.

Made in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read and translated into a language known by the person appearing, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L’an deux mille quatorze, le vingt-trois décembre.

Par devant Maître Roger Arrensdorff, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg,

Ont comparu:

Trinidad Luxembourg Ops Sàrl, une société constituée et établie sous le droit de Luxembourg, ayant son siège social situé à L-2310 Luxembourg, 16 avenue Pasteur, enregistrée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 179.732,

dûment représentée par Matthieu Groetzinger, avocat, demeurant à L-2132 Luxembourg, 20 avenue Marie-Thérèse, en vertu d’une procuration donnée en date du 14 août 2014.

Halliburton Eurasia Limited, une société constituée et établie sous le droit de Chypre, ayant son siège social situé à Arch. Makariou III, 2-4 Capital Center, 9th Floor P.C., 1505 Nicosie, Chypre, enregistrée auprès du Federal ID sous le numéro 98-0382694,

dûment représentée par Matthieu Groetzinger, avocat, demeurant à L-2132 Luxembourg, 20 avenue Marie-Thérèse, en vertu d’une procuration donnée en date du 16 juillet 2014.

Halliburton Worlwide Ltd., une société constituée et établie sous le droit de Îles Cayman, ayant son siège social situé à 69 Dr. Roy’s Drive George Town, Grand Cayman. Cayman Islands,

dûment représentée par Matthieu Groetzinger, avocat, demeurant à L-2132 Luxembourg, 20 avenue Marie-Thérèse, en vertu d'une procuration donnée en date du 16 juillet 2014.

(Trinidad Luxembourg Ops Sàrl, Halliburton Eurasia Limited et Halliburton Worlwide Ltd. sont collectivement définis comme les «Associés»).

Lesdites procurations ont été annexées à un acte reçu par le notaire instrumentant au numéro 2313 de son répertoire en date du 20 août 2014, enregistré à Luxembourg Actes Civils le 22 août 2014, relation LAC/2014/39396.

Laquelle comparante, agissant ès-qualité, déclare et demande au notaire:

I. d'acter que les Associés sont les associés de Trinidad Drilling International Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée établie et ayant son siège social à L-2310 Luxembourg, 16 avenue Pasteur, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 180.332, constituée suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, le 2 septembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 2792 du 7 novembre 2013 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Roger Arrensdorff, notaire de résidence à Luxembourg, le 20 août 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 3022 le 20 octobre 2014 (la «Société».

II. d'enregistrer les résolutions suivantes qui ont été prises dans l'intérêt de la Société, selon l'ordre du jour ci-dessous:

Ordre du jour

a.i.1. Augmentation du capital social de la Société par l'émission de parts ordinaires et de parts privilégiées obligatoirement rachetables de classe A (les «PPOR Classe A») supplémentaires ayant une valeur nominale de USD 1,- (un dollar américain) chacune;

a.i.2. Allocation d'un certain montant à la réserve légale parts ordinaires et à la réserve légale PPOR Classe A de la Société;

a.i.3. Souscription et libération de nouvelles parts ordinaires, avec le paiement d'une prime d'émission attachée aux parts ordinaires et allocation d'un certain montant à la réserve légale parts ordinaires de la Société et souscription et libération de nouvelles PPOR Classe A, avec le paiement d'une prime d'émission attachée aux PPOR Classe A et allocation d'un certain montant à la réserve légale PPOR Classe A de la Société par Trinidad Luxembourg Ops Sàrl, par un paiement en numéraire;

a.i.4. Souscription et libération de nouvelles parts ordinaires, avec le paiement d'une prime d'émission attachée aux parts ordinaires et allocation d'un certain montant à la réserve légale parts ordinaires de la Société par Halliburton Eurasia Limited, par un paiement en numéraire;

a.i.5. Souscription et libération de nouvelles PPOR Classe A, avec le paiement d'une prime d'émission attachée aux PPOR Classe A et allocation d'un certain montant à la réserve légale PPOR Classe A de la Société par Halliburton Worlwide Ltd., par un paiement en numéraire;

a.i.6. Modification de l'article 5.1 des statuts de la Société pour refléter l'augmentation du capital social planifiée de la Société;

a.i.7. Divers.

Première résolution

Les Associés ont décidé d'augmenter le capital social de la Société à concurrence d'un montant de USD 214.785,- (deux cent quatorze mille sept cent quatre-vingt-cinq dollars américains) pour le porter de son montant actuel de USD 2.287.901,- (deux millions deux cent quatre-vingt-sept mille neuf cent un dollars américains) à un montant de USD 2.502.686,- (deux millions cinq cent deux mille six cent quatre-vingt-six dollars américains) représenté par 27.517 (vingt-sept mille cinq cent dix-sept) parts ordinaires et 2.475.169 (deux millions quatre cent soixante-quinze mille cent soixante-neuf) PPOR Classe A ayant une valeur nominale de USD 1,- (un dollar américain) chacune.

Deuxième résolution

Les Associés ont décidé d'émettre 7.517 (sept mille cinq cent dix-sept) parts ordinaires ayant une valeur nominale de USD 1,- (un dollar américain) chacune avec le paiement d'une prime d'émission attachée aux parts ordinaires de USD 743.483,47 (sept cent quarante-trois mille quatre cent quatre-vingt-trois dollars américains et quarante-sept cents) et l'allocation d'un montant de USD 752,- (sept cent cinquante-deux dollars américains) à la réserve légale parts ordinaires de la Société. De plus, les Associés ont décidé d'émettre 207.268 (deux cent sept mille deux cent soixante-huit) PPOR Classe A ayant une valeur nominale de USD 1,- (un dollar américain) chacune avec le paiement d'une prime d'émission attachée aux PPOR Classe A de USD 20.498.893,53 (vingt millions quatre cent quatre-vingt dix-huit mille huit cent quatre-vingt-treize dollars américains et cinquante-trois cents) et l'allocation d'un montant de USD 20.728,- (vingt mille sept cent vingt-huit dollars américains) à la réserve légale PPOR Classe A de la Société.

Troisième résolution

Trinidad Luxembourg Ops Sàrl, représentée tel que mentionné ci-dessus a déclaré:

- souscrire et payer en totalité 4.510 (quatre mille cinq cent dix) parts ordinaires ayant une valeur nominale de USD 1,- (un dollar américain) chacune pour un montant total de USD 4.510,- (quatre mille cinq cent dix dollars américains);

- souscrire et payer en totalité 124.361 (cent vingt-quatre mille trois cent soixante et un) PPOR Classe A ayant une valeur nominale de USD 1,- (un dollar américain) chacune pour un montant total de USD 124.361,- (cent vingt-quatre mille trois cent soixante et un dollars américains);

- payer une prime d'émission attachée aux parts ordinaires de USD 446.090,48 (quatre cent quarante-six mille quatre-vingt-dix dollars américains et quarante-huit cents);

- payer une prime d'émission attachée aux PPOR Classe A de USD 12.299.335,72 (douze millions deux cent quatre-vingt dix-neuf mille trois cent trente-cinq dollars américains et soixante-douze cents);

- allouer à la réserve légale parts ordinaires de la Société le montant de USD 451,- (quatre cent cinquante et un dollars américains);

- allouer à la réserve légale PPOR Classe A de la Société le montant de USD 12.437,- (douze mille quatre cent trente-sept dollars américains);

Halliburton Eurasia Limited, représentée tel que mentionné ci-dessus a déclaré:

- souscrire et payer en totalité 3.007 (trois mille sept) parts ordinaires ayant une valeur nominale de USD 1,- (un dollar américain) chacune pour un montant total de USD 3.007,- (trois mille sept dollars américains);

- payer une prime d'émission attachée aux parts ordinaires de USD 297.392,99 (deux cent quatre-vingt dix-sept mille trois cent quatre-vingt-douze dollars américains et quatre-vingt dix-neuf cents);

- allouer à la réserve légale parts ordinaires de la Société le montant de USD 301,- (trois cent un dollars américains);

Halliburton Worldwide Ltd., représentée tel que mentionné ci-dessus a déclaré:

- souscrire et payer en totalité 82.907 (quatre-vingt-deux mille neuf cent sept) PPOR Classe A ayant une valeur nominale de USD 1,- (un dollar américain) chacune pour un montant total de USD 82.907,- (quatre-vingt-deux mille neuf cent sept dollars américains);

- payer une prime d'émission attachée aux PPOR Classe A de USD 8.199.557,81 (huit millions cent quatre vingt dix neuf mille cinq cent cinquante sept dollars américains et quatre vingt un cents);

- allouer à la réserve légale PPOR Classe A de la Société le montant de USD 8.291,- (huit mille deux cent quatre-vingt-onze dollars américains);

par un paiement en numéraire, de telle sorte que la Société dispose à ce jour de l'entière et libre disposition d'un montant USD 21.478.642 (vingt et un millions quatre cent soixante-dix-huit mille six cent quarante-deux dollars américains) comme cela a été certifié au notaire instrumentant par une attestation bancaire.

Quatrième résolution

En conséquence des déclarations et des résolutions qui précèdent, l'apport ayant été accompli, les Associés ont décidé de modifier l'article 5.1 des statuts de la Société comme suit:

« **5.1.** Le capital social est fixé à USD 2.502.686,- (deux millions cinq cent deux mille six cent quatre-vingt-six dollars américains) représenté par 27.517 (vingt-sept mille cinq cent dix-sept) parts ordinaires (les «Parts Ordinaires») et 2.475.169 (deux millions quatre cent soixante-quinze mille cent soixante-neuf) parts privilégiées obligatoirement rachetables de catégorie A (les «PPOR Classe A»). La Société peut également émettre en plus des Parts Ordinaires et des PPOR Classe A des parts privilégiées obligatoirement rachetables de catégorie B (les «PPOR Classe B»), des parts privilégiées obligatoirement rachetables de catégorie C (les «PPOR Classe C»), des parts privilégiées obligatoirement rachetables de catégorie D (les «PPOR Classe D»), des parts privilégiées obligatoirement rachetables de catégorie E (les «PPOR Classe E»), des parts privilégiées obligatoirement rachetables de catégorie F (les «PPOR Classe F»), des parts privilégiées obligatoirement rachetables de catégorie G (les «PPOR Classe G»), des parts privilégiées obligatoirement rachetables de catégorie H (les «PPOR Classe H»), des parts privilégiées obligatoirement rachetables de catégorie I (les «PPOR Classe I»), des parts privilégiées obligatoirement rachetables de catégorie J (les «PPOR Classe J»), (les PPOR Classe A, les PPOR Classe B, les PPOR Classe C, les PPOR Classe D, les PPOR Classe E, les PPOR Classe F, les PPOR Classe G, les PPOR Classe H, les Classe I et les PPOR Classe J) sont ci-après individuellement désignées comme une «Classe de PPOR» et collectivement comme les «PPOR»; les PPOR et les Parts Ordinaires sont ci-après individuellement désignées comme une «Part» et collectivement comme les «Parts».)»

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte s'élève à environ EUR 5.750,- (cinq mille sept cent cinquante euros).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et aucune demande supplémentaire de discussion n'ayant lieu, le président lève la séance.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise constate que sur demande du comparant le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; Sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Le document ayant été lu et traduit en un langage connu des comparants, tous connus du notaire par leur prénoms, noms, état civil et domicile, lesdits comparants ont tous signé avec Nous, notaire, le présent acte en original.

Signé: GROETZINGER, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 24 décembre 2014. Relation: LAC / 2014 / 63403. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives

Luxembourg, le 30 janvier 2015.

Référence de publication: 2015017722/272.

(150020152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

Allianz Infrastructure Spain Holdco II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 14, boulevard F.D. Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 194.143.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-first of January.

Before the undersigned, Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED

(1) Allianz Lebensversicherungs-AG, a public limited liability company (société anonyme) incorporated under the laws of Germany, with registered office at Reinsburgstraße 19, D-70178 Stuttgart, and registered with the German Commercial Register in Stuttgart under number HRB 20231 (Amtsgericht Stuttgart),

(2) Allianz France Richelieu I S.A.S, a public limited liability company (société anonyme) incorporated under the laws of France, with registered office at 87, rue de Richelieu, F-75002 Paris and registered with the Paris Commercial Register (RCS Paris) under number 403 213 390,

(3) Investitori SGR S.p.A. a company incorporated under Italian law, having its registered office in 23, Corso Italia, I-20122 Milan, Italy and its operational office in Piazza Ercolea, 15, I- 20122 Milan and acting as Management Company for the Fondo Chiuso Allianz Infrastructure Partners I (Allianz Infrastructure Partners I), (all together the Shareholders),

all three duly represented by Mr Frank Stolz-Page, with professional address at L-5612 Luxembourg, 13, avenue François Clément,

by virtue of three proxies under private seal with power of substitution given on 16 and 20 January 2015.

The said proxies, after having been signed *in varietur* by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain attached to this notarial deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, represented as stated above, have requested the officiating notary to enact the following articles of incorporation (the Articles) of a company, which it declares to establish as follows:

Art. 1. There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name of "Allianz Infrastructure Spain Holdco II S.à r.l." (the Company).

Art. 2. The sole object of the Company is the direct or indirect holding of, respectively regarding, participations and shares in Luxembourg or foreign companies which are not part of the Company's group of companies.

The Company may take all measures which are connected to its corporate object or directly or indirectly beneficial for its corporate object.

The Company must not take on borrowings, except

a) short term borrowings for liquidity management purposes up to an overall amount equivalent to 10% of the total binding commitments received by the Company; and

b) loans or other financing from the direct or indirect shareholders of the Company.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. The registered office of the Company is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of an ordinary resolution of its sole shareholder or its shareholders. The Company may have branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 5. The Company's share capital is fixed at EUR 12,500.00 (twelve thousand five hundred Euro), represented by 1,250,000.00 (one million two hundred fifty thousand) shares having a nominal value of EUR 0.01 (one Cent) per share each.

Art. 6. The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by decision of the shareholders, in accordance with article 13 of these articles of association.

Art. 7. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 8. Towards the Company, the Company's shares are indivisible and only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 9. The transfer of shares held by any shareholder which is subject to the German Insurance Supervision Act must be authorised, prior to the transfer, by the appointed trustee or one of its agents in accordance with § 70 of the German Insurance Supervision Act, provided that these shares are affected to the guarantee assets.

Art. 10. The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders will not terminate the Company.

Art. 11. The Company is managed by the managers, who constitute the board of managers, consisting of managers A and managers B. The managers need not to be shareholders. The managers are appointed, revoked and replaced (without the obligation to indicate the reasons) by the general shareholder meeting, by a decision adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

The general shareholders' meeting appoints the managers A and the managers B.

The managers are authorized to lead the Company's business and all powers not expressly reserved by law or the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the competence of the managers.

To represent and to bind the Company towards third parties, either (i) the joint signature of an A manager together with an A manager or a B manager, respectively an ad hoc agent in the sense of article 11 paragraph 6, or (ii) the joint signature of a B manager together with an A manager, respectively an ad hoc agent in the sense of article 11 paragraph 6, is required.

The board of managers may elect among its A members a general manager who may bind the Company by his sole signature, provided he acts within the limits of the powers of the board of managers.

The general shareholders' meeting or the board of managers may sub delegate their powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The general shareholders' meeting or the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

The resolutions of the board of managers shall be adopted by two managers, the adoption by at least one A manager being compulsory.

Meetings of the board of managers can take place only in the Grand Duchy of Luxembourg, every meeting taking place outside of the Grand Duchy of Luxembourg being null and void.

Each manager will be given written notices of any meeting of the board of managers, in writing or by cable, telegram, telefax or telex, at least 24 hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency.

This notice may be waived if all the managers are present or represented, and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers. Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telefax or telex another manager as his proxy. Managers may also cast their vote by telephone confirmed in writing. The board of managers can deliberate or act validly only if at least two of its members are present or represented at a meeting of the board of managers, the presence or representation of an A manager being compulsory.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of managers may also be passed in writing in which case it shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every manager. The date of such a circular resolution shall be the date of the last signature.

Art. 12. The managers assume, by reason of their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company and within the framework of their powers.

Art. 13. The sole shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of the shareholders. In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding.

Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

Notwithstanding article 11 of the articles of association, the sole shareholder or the general meeting of the shareholders may, at the first meeting of the shareholders immediately following the incorporation of the Company, authorize a third person to acquire shares in one or more existing companies.

Resolutions modifying the articles of association of the Company are adopted by the majority of the shareholders of the Company representing three quarters of the share capital of the Company, under reserve of the act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act).

Art. 14. The Company's year starts on 1 January and ends on 31 December of each year.

Art. 15. Each year, with reference to 31 December, the Company's accounts are established and the managers prepare the balance sheet, the profit and loss statements and an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above profit and loss statements and balance sheet at the Company's registered office.

For auditing and supervisory purposes of the activities of the Company, one or more independent external auditors may be appointed.

The sole shareholder or the general meeting of the shareholders appoint the external auditor(s) and determine the term of their office, which may not exceed six years.

The sole shareholder or the general meeting of the shareholders may revoke the independent external auditor(s) at any time. They shall be eligible for re-appointment.

Art. 16. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital. The balance of the net profits may be distributed to the shareholders commensurate to their shareholding in the Company. The sole shareholder or the general meeting of the shareholders as well as the board of managers may decide to pay interim dividends.

Art. 17. At the time of winding up of the company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 18. Reference is made to the provisions of the Companies Act for all matters for which no specific provision is made in these articles of association.

Subscription and payment

The Articles of Incorporation of the Company having thus been recorded by the notary, the Company's shares have been subscribed and the nominal value of these shares, has been one hundred per cent (100%) paid in cash as follows:

Shareholders	Subscribed capital	Number of Shares	Amount paid-in
Allianz Lebensversicherungs-AG	EUR 10,940.24	1,094,024	EUR 10,940.24
Allianz France Richelieu SAS	EUR 652.92	65,292	EUR 652.92
Allianz Infrastructure Partners I (Fondo Chiuso)	EUR 906.84	90,684	EUR 906.84
Total:	EUR 12,500	1,250,000	EUR 12,500

The amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) was thus as from that moment at the disposal of the Company, evidence thereof having been submitted to the undersigned notary.

Transitory Provision

The first financial year of the Company will begin on the date of formation of the Company and will end on the last day of December of 2015.

Shareholders resolutions

First Resolution

The sole shareholder resolved to establish the registered office at 14, boulevard F. D. Roosevelt, L-2450 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Second Resolution

The general meeting of shareholders resolved to set at three (3) the number of Manager(s) and further resolved to appoint the following for an unlimited duration:

A Managers:

- Mr Lars Holger Thomas, born on 11 March 1973 in Düsseldorf (Germany), with professional address at 14, boulevard F.D. Roosevelt, L-2450 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg,

- Mr Alain Jean Pierre Schaedgen, born on 2 September 1958 in Pétange (Grand-Duchy of Luxembourg), with professional address at 14, boulevard F.D. Roosevelt, L-2450 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg,

B Manager:

- Mr Johannes Christian Maria Zarnitz, born on 21 April 1959 in Augsburg (Germany), with professional address at 14, boulevard F.D. Roosevelt, L-2450 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Third Resolution

The general meeting of shareholders resolved to set at one (1) the number of statutory auditors and further resolved to appoint the following for a period ending at the annual general meeting of shareholders approving the annual accounts of the financial year ending on December 31:

KPMG Luxembourg S.à r.l., 39, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, recorded with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 149.133.

Expenses

The amount of the costs, expenses, fees and charges, of any kind whatsoever, which are due from the Company or charged to it as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand four hundred euro (EUR 1,400.-).

The undersigned notary who knows and speaks English, stated that on request of the appearing parties, the present deed has been worded in English followed by a German version; on request of the same parties and in case of divergences between the English and the German texts, the English text will prevail.

Whereupon the present deed was drawn up in Mondorf-les-Bains, at the office of the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such proxyholder signed together with the undersigned notary, this original deed.

Es folgt die Übersetzung in die deutsche Sprache des vorausgegangenen Textes:

Im Jahre zweitausendundfünfzehn, am einundzwanzigsten Januar.

Vor dem unterzeichnenden Notar Marc Loesch, mit Amtssitz in Bad-Mondorf, Großherzogtum Luxemburg.

Sind erschienen:

(1) Allianz Lebensversicherungs-AG, eine Aktiengesellschaft (société anonyme) gegründet laut deutschem Recht, mit Sitz in Reinsburgstraße 19, D-70178 Stuttgart, und eingetragen beim deutschen Handelsregister in Stuttgart unter der Nummer HRB 20231 (Amtsgericht Stuttgart),

(2) Allianz France Richelieu I S.A.S, eine Aktiengesellschaft (société anonyme) gegründet laut französischem Recht, mit Sitz in 87, rue de Richelieu, F-75002 Paris, und eingetragen beim französischen Handelsregister in Paris unter Nummer 403 213 390,

(3) Investitori SGR S.p.A. eine Aktiengesellschaft gegründet laut italienischem Recht, mit Sitz in 23, Corso Italia, I-20122 Mailand, und mit operativem Sitz in Piazza Ercolea, 15, I-20122 Mailand und handelnd als Verwaltungsgesellschaft für die Fondo Chiuso Allianz Infrastructure Partners I (Allianz Infrastructure Partners I), (zusammen die Gesellschafter),

alle drei hier vertreten durch Herrn Frank Stolz-Page, mit Berufsanschrift in L-5612 Luxembourg, 13, avenue François Clément,

kraft der unter Privatschrift am 16. und 20. Januar 2015 in Luxemburg erteilten Vollmachten mit Untervollmacht.

Die oben genannten Vollmachten, welche von dem Vollmachtnehmer und dem unterzeichnenden Notar unterzeichnet wurde, bleiben der vorliegenden notariellen Urkunde zum Zwecke der Registrierung beigelegt.

Daraufhin wurde die Satzung einer Gesellschaft wie folgt festgestellt:

Art. 1. Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit der Firmenbezeichnung "Allianz Infrastructure Spain Holdco II S.à r.l." (die Gesellschaft).

Art. 2. Alleiniger Zweck der Gesellschaft ist das Halten, unmittelbar oder mittelbar, von bzw. über, Beteiligungen und Anteilen an luxemburgischen und ausländischen konzernfremden Gesellschaften.

Die Gesellschaft darf alle Geschäfte betreiben, die mit dem Gegenstand des Unternehmens zusammenhängen und ihm unmittelbar oder mittelbar förderlich sind.

Die Gesellschaft darf keine Fremdmittel aufnehmen. Hiervon ausgenommen sind

a) eine kurzfristige Fremdmittelaufnahme zur Liquiditätsteuerung bis zu einem Gesamtbetrag von 10% der gesamten verbindlichen Kapitalzusagen, die von der Gesellschaft erhalten wurden; und

b) Darlehen oder andere Finanzierungsmittel der unmittelbaren oder mittelbaren Gesellschafter der Gesellschaft.

Art. 3. Die Gesellschaft wird auf unbegrenzte Dauer gegründet.

Art. 4. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg.

Er kann jederzeit in irgendeine andere Ortschaft des Großherzogtums Luxemburg durch einfachen Beschluss des einzigen Gesellschafters oder der Gesellschafter verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Niederlassungen in Luxemburg sowie im Ausland gründen.

Art. 5. Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,00), bestehend aus einer Million zweihundertfünfzigtausend (1.250.000) Anteilen mit einem Nennwert von je einem Cent (EUR 0,01) pro Anteil.

Art. 6. Das Gesellschaftskapital kann jederzeit von dem einzigen Gesellschafter oder von den Gesellschaftern gemäß Artikel 13 dieser Satzung abgeändert werden.

Art. 7. Jeder Anteil gibt Anrecht auf einen Teil der Aktiva und der Gewinne der Gesellschaft, der im proportionalen Verhältnis zur Zahl der existierenden Anteile steht.

Art. 8. Gegenüber der Gesellschaft sind die Gesellschaftsanteile unteilbar; nur ein Inhaber pro Anteil ist zugelassen. Bruchteilsigentümer müssen sich von einer einzigen Person gegenüber der Gesellschaft vertreten lassen.

Art. 9. Der Übertragung von Anteilen durch einen Gesellschafter, der dem deutschen Versicherungsaufsichtsgesetz unterliegt, kann, sofern diese Anteile dem Sicherungsvermögen zugeführt sind, nur mit vorheriger Zustimmung des bestellten Treuhänders oder eines seiner Stellvertreter nach § 70 des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetz erfolgen.

Art. 10. Die Gesellschaft wird nicht durch das Ableben, die Aberkennung der bürgerlichen Ehrenrechte, den Konkurs oder die Zahlungsunfähigkeit des einzigen Gesellschafter oder eines Gesellschafter aufgelöst.

Art. 11. Die Gesellschaft wird durch die Geschäftsführer geleitet, die den Geschäftsführerrat bilden, bestehend aus Geschäftsführern A und Geschäftsführern B. Die Geschäftsführer brauchen nicht Gesellschafter zu sein. Die Geschäftsführer werden durch den einzigen Gesellschafter, bzw. die Generalversammlung der Gesellschafter, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapital besitzen, ernannt, widerrufen, und ersetzt (ohne dass es hierbei der Angabe von Gründen bedarf).

Der einzige Gesellschafter, bzw. die Generalversammlung der Gesellschafter ernennt die Geschäftsführer A und die Geschäftsführer B.

Die Geschäftsführer sind befugt, die Gesellschaft im weitesten Sinne zu leiten und alle Geschäfte vorzunehmen, welche nicht durch das Gesetz oder durch diese Satzung ausdrücklich der Gesellschafterversammlung vorbehalten sind.

Um die Gesellschaft gegenüber Dritten zu vertreten und verpflichten, bedarf es (i) der gemeinsamen Unterschrift eines A Geschäftsführers mit einem A oder B Geschäftsführer, bzw. einem ad hoc Agenten gemäß Artikel 11 Absatz 6, (ii) der gemeinsam Unterschrift eines B Geschäftsführers mit einem A Geschäftsführer, bzw. einem ad hoc Agenten gemäß Artikel 11 Absatz 6.

Der Geschäftsführerrat kann inmitten seiner A Mitglieder einen Geschäftsführervertreter bestimmen, der die Gesellschaft durch seine alleinige Unterschrift verpflichten kann, vorausgesetzt, dass dieser Geschäftsführer-Vertreter im Rahmen der Befugnisse des Geschäftsführerrates handelt.

Der einzige Gesellschafter, bzw. die Gesellschafterversammlung oder der Geschäftsführerrat können ihre Befugnisse für spezifische Geschäftsbereiche oder Einzelgeschäfte einem oder mehreren ad hoc Agenten übertragen.

Der einzige Gesellschafter, bzw. die Gesellschafterversammlung oder der Geschäftsführerrat werden die Befugnisse und das Gehalt (wenn es ein Gehalt gibt) der Agenten, die Dauer ihres Auftrages und jede relevante Bedingung ihres Mandats bestimmen.

Beschlüsse des Geschäftsführerrates müssen von je zwei Geschäftsführern angenommen werden, wobei die Zustimmung von mindestens einem Geschäftsführer A zwingend erforderlich ist.

Sitzungen des Geschäftsführerrates können nur im Großherzogtum Luxemburg stattfinden. Sitzungen, welche nicht im Großherzogtum Luxemburg stattfinden sind null und nichtig.

Jeder Geschäftsführer wird durch schriftliche Einberufung per Brief, Telefax, Telegramm, Telex oder E-Mail von jedem Geschäftsführerrat wenigstens 24 (vierundzwanzig) Stunden im Voraus informiert, außer in Dringlichkeitsfällen. Auf eine schriftliche Einberufung kann verzichtet werden, wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind und bestätigen, dass sie ordnungsgemäß über die Tagesordnung der Sitzung informiert wurden. Eine Einberufung ist nicht nötig für Sitzungen, für die sowohl der Sitzungstermin als auch der Sitzungsort in einem früheren Beschluss des Geschäftsführerrates festgelegt worden sind. Jeder Geschäftsführer kann einen anderen Geschäftsführer schriftlich per Brief, Telefax, Telegramm, Telex oder E-Mail zu seiner Vertretung bevollmächtigen.

Die Geschäftsführer können auch per Telefon abstimmen, müssen dies jedoch schriftlich bestätigen. Beschlüsse können nur dann gefasst werden, wenn mindestens zwei Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind, wobei die Anwesenheit oder Vertretung eines A Geschäftsführers zwingend erforderlich ist.

Ungeachtet der vorhergehenden Bestimmungen können Beschlüsse des Geschäftsführerrates auch per Umlaufbeschluss gefasst werden. Ein Umlaufbeschluss gilt dann als gefasst, wenn eines oder mehrere Dokumente, welche den Beschluss beinhalten, von allen Geschäftsführern unterschrieben wurden. Das Datum der letzten Unterschrift gilt als Datum des Beschlusses.

Art. 12. Die Geschäftsführer gehen keine persönlichen Verbindlichkeiten in Bezug auf die Verbindlichkeiten, die sie im Namen der Gesellschaft und in den Grenzen ihrer Befugnisse eingegangen sind, ein.

Art. 13. Der einzige Gesellschafter übt alle Befugnisse aus, die der Gesellschafterversammlung vorbehalten sind. Falls es mehrere Gesellschafter gibt, hat jeder Gesellschafter das Recht, an den gemeinsamen Beschlüssen teilzunehmen, unabhängig von seiner Kapitalbeteiligung. Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen wie Anteile. Gemeinsame Beschlüsse

sind rechtskräftig, wenn sie von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals halten, angenommen werden.

Ungeachtet Artikel 11 dieser Satzung kann der einzige Gesellschafter oder die Gesellschafterversammlung, während der ersten Gesellschafterversammlung, die direkt nach Gründung der Gesellschaft abgehalten wird, eine dritte Person dazu bevollmächtigen, Gesellschaftsanteile in einer oder mehreren existierenden Gesellschaften zu erwerben.

Beschlüsse im Rahmen von Satzungsabänderungen bedürfen der Mehrheit der Gesellschafter, die drei Viertel des Gesellschaftskapitals besitzen, unter Vorbehalt der Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften.

Art. 14. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember jeden Jahres.

Art. 15. Am Ende jedes Geschäftsjahres am 31. Dezember werden die Bücher der Gesellschaft abgeschlossen und der oder die Geschäftsführer stellen die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung sowie ein Inventar der Aktiva und Passiva der Gesellschaft auf.

Das Inventar sowie die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung stehen am Gesellschaftssitz zur Einsicht jedes Gesellschafters zur Verfügung.

Mit der Aufsicht und der Kontrolle über die Tätigkeit der Gesellschaft kann ein oder mehrere Wirtschaftsprüfer betraut werden.

Der einzige Gesellschafter oder die Gesellschafterversammlung bestellt den oder die möglichen Wirtschaftsprüfer und legt deren Amtsdauer fest, welche sechs Jahre nicht überschreiten darf.

Der einzige Gesellschafter oder die Gesellschafterversammlung kann den oder die möglichen Wirtschaftsprüfer jederzeit abberufen. Der bzw. die möglichen Wirtschaftsprüfer können wiedergewählt werden.

Art. 16. Die Einkünfte aus der Rechnungslegung, minus die allgemeinen Kosten und Abschreibungen, bilden den Reingewinn der Gesellschaft. Aus diesem Reingewinn sind fünf Prozent (5%) für die Bildung eines gesetzlichen Reservefonds zurückzustellen, bis dieser Reservefonds zehn Prozent (10%) des nominellen Gesellschaftskapitals erreicht hat. Der verbleibende Reingewinn kann an die Gesellschafter entsprechend ihrer Kapitalbeteiligung ausgeschüttet werden. Der oder die Gesellschafter sowie die Geschäftsführer können Zwischendividenden ausschütten.

Art. 17. Die Liquidierung der Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Liquidatoren vorgenommen. Die Liquidatoren können Gesellschafter oder Nichtgesellschafter sein. Sie werden von der Gesellschafterversammlung ernannt, die ihre Rechte und ihr Gehalt festlegt.

Art. 18. Für alle Punkte, die in der Satzung nicht festgelegt sind, wird auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, sowie abgeändert, verwiesen.

Zeichnung und Zahlung

Die Satzung ist somit durch den Notar aufgenommen, die Anteile wurden gezeichnet und der Nennwert zu einhundert Prozent (100%) in bar wie folgt eingezahlt:

Shareholders	Gezeichnetes Kapital	Anzahl Stammanteile	Eingezahlter Betrag
Allianz Lebensversicherungs- AG	EUR 10,940.24	1,094,024	EUR 10,940.24
Allianz France Richelieu SAS	EUR 652.92	65,292	EUR 652.92
Allianz Infrastructure Partners I (Fondo Chiuso)	EUR 906.84	90,684	EUR 906.84
Total:	EUR 12,500	1,250,000	EUR 12,500

Alle Anteile wurden voll in bar eingezahlt; demgemäß verfügt die Gesellschaft ab sofort uneingeschränkt über einen Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) wie dies dem unterzeichneten Notar nachgewiesen wurde.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Gründungstag der Gesellschaft und endet am letzten Tag des Monats Dezember 2015.

Gesellschafterbeschlüsse *Erster Beschluss*

Die Gesellschafterversammlung hat beschlossen, den Sitz der Gesellschaft in L-2450 Luxemburg, 14, boulevard F. D. Roosevelt, Großherzogtum Luxemburg, festzulegen.

Zweiter Beschluss

Die Anzahl der Geschäftsführer wird auf drei (3) festgelegt und die folgenden Personen werden auf unbegrenzte Zeit als Geschäftsführer ernannt:

Geschäftsführer A:

- Herr Lars Holger Thomas, geboren am 11. März 1973 in Düsseldorf (Deutschland), mit Berufsanschrift in L-2450 Luxemburg, 14, boulevard F. D. Roosevelt;

- Herr Alain Jean Pierre Schaedgen, geboren am 2. September 1958 in Pétange (Luxemburg), mit Berufsanschrift in L-2450 Luxemburg, 14, boulevard F. D. Roosevelt;

Geschäftsführer B:

- Herr Johannes Christian Maria Zarnitz, geboren am 21. Mai 1959 in Augsburg (Deutschland), mit Berufsanschrift in L-2450 Luxemburg, 14, boulevard F. D. Roosevelt.

Dritter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung hat beschlossen die Anzahl der Wirtschaftsprüfer auf einen (1) festzulegen und die folgenden Person zu ernennen für eine Dauer die mit der Gesellschafterversammlung endet welche über den Jahresabschluss des am 31. Dezember 2015 endenden Geschäftsjahres beschließt:

KPMG Luxembourg S.à r.l., 39, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, eingetragen beim luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter Nummer B 149.133.

Kosten

Die Höhe der Auslagen, Kosten, Aufwendungen und Lasten jeglicher Art, die der Gesellschaft aufgrund ihrer Gründung entstehen, werden auf ungefähr eintausendvierhundert Euro (EUR 1.400) geschätzt.

Der unterzeichnende Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt, dass vorliegende Urkunde auf Antrag der oben genannten Partei in englischer Sprache verfasst wurde, der eine deutsche Fassung folgt; auf Antrag derselben Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text gilt der englische Text.

Worüber Urkunde, Aufgenommen in Bad-Mondorf, in der Amtsstube des unterzeichnenden Notars, am eingangs erwähnten Datum.

Nachdem das Dokument den dem Notar nach Namen, Vornamen, Personenstand und Wohnort bekannten, Vollmachtnehmer der erschienenen Partei vorgelesen worden ist, hat derselbe vorliegende Urkunde mit dem unterzeichnenden Notar, unterzeichnet.

Signé: F. Stolz-Page, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 22 janvier 2015. GAC/2015/662. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 2 février 2015.

Référence de publication: 2015017863/341.

(150021542) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2015.

Bombardier Transportation Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 73.988.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-eighth day of November.

Before Maître Blanche MOUTRIER, notary residing at Esch-sur-Alzette (Grand-Duchy of Luxembourg), acting in replacement of Maître Francis KESSELER, notary residing at Esch-sur-Alzette (Grand-Duchy of Luxembourg) who will keep the original of this deed.

Is held

an extraordinary general meeting of the sole shareholder (the "Meeting") of Bombardier Transportation Luxembourg, in liquidation, a public limited liability company ("société anonyme"), having its registered office at 9, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 73.988 (the "Company"), at 10-12 boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

The Meeting is presided by Mrs. Sofia Afonso-Da Chao Conde, private employee, with professional address in Esh-sur-Alzette.

The chairman appoints as secretary Mrs. Sophie Henryon, private employee, with professional address in Esh-sur-Alzette.

The Meeting elects as scrutineer Claudia Rouckert, private employee, with professional address in Esh-sur-Alzette.

The chairman requests the notary to act that:

I. The sole shareholder represented and the number of shares held by it are shown on an attendance list. The list and the proxy, signed by the appearing person and the notary, shall remain hereto annexed to be registered with this deed.

II. III. The attendance list has been checked by the scrutineer, who has confirmed the capacity and the quality of the Sole Shareholder and the validity of the power of attorney granted by it under private seal, and it appears that the 898,317 (eight hundred ninety-eight thousand three hundred seventeen) shares without mentioned nominal value, representing the whole share capital of the Company, are represented so the meeting can validly decide on all the items of the agenda, of which the Sole Shareholder expressly states having been duly informed beforehand.

IV.- The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Waiving of notice right;
2. Approval of the financial statements of the Company as of 27 November 2014;
3. Approval of the liquidation report;
4. Approval of the waiver of appointment of a liquidation auditor;
5. Approval of the distribution of the remaining assets of the Company;
6. Discharge to the liquidator of the Company for the performance of its mandate;
7. Discharge to the directors and statutory auditor of the Company in office during the period beginning on 1 January 2014 for the performance of their mandates until the date of the appointment of the liquidator;
8. Determination of the place where the Company's documents and books are to be kept during the 5 years following the closing of the liquidation;
9. Closing of the liquidation of the Company;
10. Powers; and
11. Miscellaneous.

First resolution:

The Meeting waives its right to prior notice of the current meeting. The Sole Shareholder acknowledges that all the relevant documentation has been put at its disposal within sufficient period of time in order to allow it to carefully examine each document.

Second resolution:

The Meeting approves the financial statements of the Company as at 27 November 2014 showing that the assets of the Company amounting to EUR 31,315,364.91 (thirty-one million three hundred fifteen thousand three hundred sixty-four Euro ninety-one cents) and the liabilities of the Company amounting to EUR 31,315,364.91 (thirty-one million three hundred fifteen thousand three hundred sixtyfour Euro ninety-one cents).

Third resolution:

The Meeting approves the liquidation report dated 28 November 2014 presented by the liquidator, which a copy is here annexed.

Fourth resolution:

The Meeting expressly resolves to renounce to the appointment of a liquidation auditor required under Article 151 of the Law.

Fifth resolution:

The Meeting resolves to distribute the remaining assets of the Company to the sole shareholder.

The Meeting resolves that the sole shareholder shall settle any unknown but not disputed liabilities of the Company that may arise in the future.

Sixth resolution:

The Meeting resolves to grant a full and complete discharge, without any reservation or restriction, to the liquidator, for the accomplishment of its duty as from the date of the beginning of its mandate until the date hereof except for any acts of gross negligence, willful misconduct or fraud.

Seventh resolution:

The Meeting resolves to grant a full and complete discharge, without any reservation or restriction, to:

- Mrs. Tine Kehler-Hvid, residing at 1, Schöneberger Ufer, 10785 Berlin, Germany;
- Mrs. Ailbhe Jennings, residing at 17, rue du Verger, 5372 Schuttrange, Grand-Duchy of Luxembourg; and
- Mr. Clive Malcolm Griffiths, residing at 26, rue des Cerises, 6113 Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg.

for the accomplishment of their duty as directors of the Company during the period beginning on 1 January 2014 and ending at the date of the appointment of the liquidator.

The Meeting further resolves to grant a full and complete discharge, without any reservation or restriction, to Steven De Boeuf, residing at 5, Vaartdijkstraat, B-8200 Brugge, Belgium, for the accomplishment of his duty as statutory auditor of the Company during the period beginning on 1 January 2014 and ending at the date of the appointment of the liquidator.

Eighth resolution:

The Meeting resolves that the Company's documents and books are to be kept during five (5) years following the closing of the liquidation at the registered address of the Company in Luxembourg.

Ninth resolution:

The Meeting resolves to declare the liquidation of the Company closed and the Company to have ceased to exist with effect from the date hereof. The Meeting also resolves to ensure and guarantee, after the liquidation, that all unknown and non disputed remaining debts of the Company shall be assumed and settled by the sole shareholder.

Tenth resolution:

The Meeting further resolves to grant all powers to the liquidator in order to:

- distribute the remaining assets of the Company to the sole shareholder;
- sign, execute or deliver any document on behalf of the Company relating to the transfer to the sole shareholder of all the remaining assets and liabilities of the Company;
- to proceed to the final formalities regarding the closing of the liquidation and notably the closing of any bank accounts of the Company; and
- to sign, execute or deliver any document on behalf of the Company that may be required further to the closing of the liquidation of the Company.

The Meeting also resolves to grant all powers to the liquidator and the individual who was manager of the Company at the time it was put into liquidation, in order to carry out the remaining transactions linked to the closing of the liquidation, especially for the last tax returns.

There being no further business for the meeting to consider, the same was thereupon adjourned.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Esch-sur-Alzette on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, such proxyholder signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le vingt-huitième jour du mois de novembre.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg), agissant en remplacement de Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg) lequel dernier restera dépositaire de la présente minute.

Est tenue

une assemblée générale extraordinaire de l'actionnaire unique (l'«Assemblée») de Bombardier Transportation Luxembourg, en liquidation, une société anonyme constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social sis au 9, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 73.988 (la «Société»), à 10-12 boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

L'assemblée est présidée par Mme Sofia Afonso-Da Chao Conde, employée privée, demeurant professionnellement à Esch-sur-Alzette.

Le président désigne comme secrétaire Mme Sophie Henryon, employée privée, demeurant professionnellement à Esch-sur-Alzette.

L'assemblée générale nomme en qualité de scrutateur Mme Claudia Rouckert, employée privée, demeurant professionnellement à Esch-sur-Alzette.

Le président a requis le notaire soussigné d'acter ce qui suit:

I.- L'actionnaire unique représenté et le nombre d'actions détenues par celui-ci sont reflétés sur la liste de présence. La liste ainsi que la procuration, signées par la partie comparante et le notaire, resteront annexées au présent acte pour être enregistrées avec celui-ci.

II.- La liste de présence a été contrôlée par le scrutateur, qui a confirmé la capacité et qualité de l'actionnaire unique de la Société ainsi que la validité de la procuration qu'il a donnée sous-seing privé et il apparaît que les 898.317 (huit cent quatre-vingt-dix-huit mille trois cent dix-sept) actions sans mention de valeur nominale, représentant la totalité du capital

social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement se prononcer sur l'ensemble des points de l'ordre du jour, desquels l'actionnaire unique reconnaît expressément avoir été dûment et préalablement informé.

III.- L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Renonciation au droit de convocation;
2. Approbation des comptes annuels de la Société datées du 27 novembre 2014;
3. Approbation du rapport de liquidation;
4. Approbation de la renonciation à la nomination d'un auditeur de liquidation;
5. Approbation de la distribution des actifs subsistants de la Société;
6. Décharge du liquidateur de la Société pour l'exécution de son mandat;
7. Décharge des administrateurs et du commissaire aux comptes de la Société pour l'exécution de leurs mandats à compter du 1 janvier 2014 à la date de la nomination du liquidateur;
8. Détermination de l'endroit où les documents comptables et livres sociaux seront conservés durant les 5 années suivant la clôture de la liquidation;
9. Clôture de la liquidation;
10. Pouvoirs;
11. Divers.

Première résolution:

L'Assemblée renoncé à son droit de recevoir la convocation préalable afférente à la présente assemblée. L'actionnaire unique reconnaisse que toute la documentation pertinente produite lors de cette assemblée a été mise à sa disposition dans un délai suffisant lui permettant un examen attentif de chaque document.

Deuxième résolution:

L'Assemblée approuve les comptes annuels de la Société datées du 27 novembre 2014, montrant que les actifs de la Société s'élèvent à 31,315,364.91 EUR (trente-et-un million trois cent quinze mille trois cent soixante-quatre Euros quatre-vingt-un centimes) et les dettes de la Société s'élèvent à 31,315,364.91 EUR (trente-et-un million trois cent quinze mille trois cent soixante-quatre Euros quatre-vingt-un centimes Euro).

Troisième résolution:

L'Assemblée approuve le rapport de liquidation daté du 28 novembre 2014 présenté par le liquidateur, une copie du rapport reste ci-annexé.

Quatrième résolution:

L'Assemblée décide expressément de renoncer à la nomination d'un auditeur de liquidation requis en vertu de l'Article 151 de la Loi.

Cinquième résolution:

L'Assemblée décide de distribuer les actifs subsistants de la Société à l'actionnaire unique.

L'Assemblée décide que l'actionnaire unique doit régler l'intégralité des dettes actuellement inconnues, mais contestées de la Société qui peuvent survenir dans l'avenir.

Sixième résolution:

L'Assemblée décide d'accorder une décharge entière et complète, sans réserves ni restrictions, au liquidateur, pour l'exercice de son mandat à partir de la date du début de son mandat jusqu'à la date du présent, excepté pour les actes de négligence grave, mauvaise conduite intentionnelle ou fraude.

Septième résolution:

L'Assemblée décide d'accorder une décharge entière et complète, sans réserves ni restrictions, à:

- a) Mme.Tine Kehler-Hvid, demeurant à 1, Schöneberger Ufer, 10785 Berlin, Allemagne;
- b) Mme. Madame Ailbhe Jennings, demeurant au 17, rue du Verger, L-5372 Schuttrange, Grand-Duché de Luxembourg;
- c) M. Clive Malcolm Griffiths, demeurant au 26, rue des Cerises, L-6113 Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg.

pour l'accomplissement de leurs devoirs comme administrateurs de la Société à compter du 1 janvier 2014 jusqu'à la date de la nomination du liquidateur.

L'Assemblée décide d'accorder une décharge entière et complète, sans réserves ni restrictions, à Steven Deboeuf, demeurant à 5, Vaartdijkstraat, B-8200 Bruges, Belgique, pour l'accomplissement de son devoir comme commissaire aux comptes de la Société à compter du 1 janvier 2014 jusqu'à la date de la nomination du liquidateur.

Huitième résolution:

L'Assemblée décide que les documents comptables et livres de la Société resteront conservés durant 5 (cinq) années suivant la clôture de la liquidation au siège social de la Société à Luxembourg.

Neuvième résolution:

L'Assemblée décide de déclarer la liquidation clôturée et la Société a avoir cessée d'exister à compter de la date du présent. L'Assemblée décide aussi d'assurer et de garantir, après la liquidation, que l'intégralité des dettes restantes actuellement inconnues, mais incontestées de la Société seront assumées et réglées par l'actionnaire unique.

Dixième résolution:

L'Assemblée décide d'accorder tous pouvoirs au liquidateur afin de:

- distribuer les actifs subsistants de la Société à l'actionnaire unique;
- signer, exécuter et délivrer tous documents au nom de la Société par rapport au transfert à l'actionnaire unique de tous les actifs et passifs restants de la Société;
- procéder aux formalités finales pour la clôture de la liquidation; et notamment la clôture de tous les comptes bancaires de la Société;
- de signer, exécuter ou livrer tous les documents au nom de la Société qui pourront être requis suite à la clôture de la liquidation de la Société.

Egalement, l'Assemblée décide d'accorder tous pouvoirs au liquidateur et à la personne qui a été administrateur de la Société à la date à laquelle elle a été mise en liquidation, afin que soient réalisées toutes les opérations restantes liées à la clôture de la liquidation, notamment le dépôt de la dernière déclaration fiscale de la Société.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont le présent acte notarié fait et passé à Esch-sur-Alzette, le jour tel qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé avec le notaire l'original du présent acte.

Le notaire instrumentaire qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Signé: Conde, Henryon, Rouckert, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 05 décembre 2014. Relation: EAC/2014/16652. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2015017930/209.

(150021595) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2015.

BGV III Feeder 2 SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 132.089.

Extrait du procès-verbal des résolutions prises par le conseil d'administration en date du 5 janvier 2015

Le siège social a été transféré du 65, boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2015.

Veuillez noter que le domicile professionnel de Mr. Marco BREHM se trouve désormais au 6 B, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach.

Veuillez noter que le domicile professionnel de Mr. Pietro LONGO se trouve désormais au 4 rue Adolphe, L-1116 Luxembourg.

Luxembourg.

Pour extrait et avis sincères et conformes

BGV III Feeder 2 SICAV-FIS

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2015016962/19.

(150021305) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

Absalon, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 15, rue de Flaxweiler.

R.C.S. Luxembourg B 195.023.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen.

On the twenty-seventh of February.

Before us Maître Jacques CASTEL, notary residing in Grevenmacher, the undersigned

There appeared:

- Mr. Søren RYTOFT, director, residing in DK-2970 Hoersholm, Mellemvang 9,
here represented by Mr. Peter SASSE, residing professionally in L-6776 Grevenmacher, 15, rue de Flaxweiler,
by virtue of a proxy given in Hellerup (Denemark), on the 26th of February 2015.

The above proxy, being signed "ne varietur" by all the appearing persons and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed, to be filed at the same time with the registration authority.

Such appearing parties have requested the notary to draw up the following Articles of Incorporation of a société anonyme which they declared to organize among themselves.

Denomination

Art. 1. There exists among the subscribers and all those who may become holders of shares, a company in the form of a public limited liability company ("société anonyme") qualifying as an investment company with variable share capital ("société d'investissement à capital variable") ("SICAV") in the structure of an umbrella fund under the name of "Absalon" (the "Company").

The Company may be composed of one sole shareholder or several shareholders (the "Shareholders").

Duration

Art. 2. The Company is established for an unlimited duration.

Object

Art. 3. The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities of all types and all other permitted assets as referred in Part I of the law dated 17 December 2010 (the "2010 Law") with the purpose of spreading investment risks and affording its Shareholders the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by 2010 Law or any legislative reenactment or amendment thereof.

Registered office

Art. 4. The registered office of the Company is established in Grevenmacher, in the Grand Duchy of Luxembourg. The board of directors of the Company (the "Board of Directors") may decide to transfer the registered office of the Company to another place in the same municipality in the Grand-Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors of the Company.

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political or military developments have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Share capital - Shares - Classes of shares

Art. 5. The capital of the Company will at all times be equal to the total net assets of the Company and will be represented by fully paid-up Shares of no par value. The share capital of the Company equals the total of the net assets of all the Classes of Shares as defined in article 23 hereof. The capital of the Company upon incorporation is thirty one thousand euro (31,000.- EUR) represented by three hundred ten (310) fully paid-up Shares of no par value. The minimum capital of the Company after a period of six (6) months following the registration of the Company as an Undertaking for Collective Investment in Transferable Securities (a "UCITS") shall be not less than (the equivalent of) one million two hundred fifty thousand euro (1,250,000.- EUR).

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Sub-Fund shall in the case of a Sub-Fund not denominated in euro, be notionally converted into euro in accordance with article 25 and the capital shall be the total of the net assets of all the Sub-Funds.

The Board of Directors is authorised without limitation to allot and issue fully paid Shares and, as far as registered Shares (as defined below) are concerned, fractions thereof, at any time in accordance with article 24 hereof, based on the net asset value (the "Net Asset Value") per Share of the respective sub-fund (the "Sub-Fund") determined in accordance with article 23 hereof without reserving the existing Shareholders a preferential right to subscription of the Shares to be issued. The Board of Directors may delegate to any duly authorised director or officer of the Company or to any other duly authorised person the duty of accepting subscriptions and of delivering and receiving payment for such Shares, however always remaining within the restrictions imposed by law.

Such Shares may, as the Board of Directors shall determine, be attributable to different Sub-Funds which may be denominated in different currencies. The proceeds of the issue of the Shares of each Sub-Fund (after the deduction of any initial charge, if applicable, as may be indicated in the prospectus) shall be invested in accordance with the objectives set out in article 3 hereof in transferable securities or other permitted assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities, as the Board of Directors shall from time to time determine in respect of each Sub-Fund.

The Board of Directors may decide to create within each Sub-Fund different classes of shares (a "Class of Shares" or a "Class"), which may differ, inter alia, in respect of their fee structure, dividend policy, hedging policies, minimum subscription amount, investment eligibility criteria, modalities of payment or other specific features and which may be expressed in different currencies, as the Board of Directors may decide to issue. In accordance with the above, the Board of Directors may decide to differentiate within the same Class of shares two classes where one class is represented by the capitalisation shares ("Capitalisation Shares") and the second class is represented by distribution shares ("Distribution Shares"). The Board of Directors may decide if and from what date Shares of any such Class of Shares shall be offered for sale, those Shares to be issued on the terms and conditions as shall be decided by the Board of Directors.

The Company may impose restrictions on the issuance of Shares of any Sub-Fund during a certain period, as determined by the Board of Directors.

In case where one or several Sub-Funds of the Company hold Shares that have been issued by other Sub-Funds of the Company, their value will not be taken into account for the calculation of the net assets of the Company for the purpose of the determination of the above mentioned minimum capital.

Registered shares

Art. 6. Shares will only be issued in registered form ("Registered Shares").

In the case of Registered Shares, in the absence of a specific request for the issuance of share certificates at the time of application, Registered Shares will in principle be issued without share certificates. Shareholders will receive in lieu thereof a confirmation of their shareholding. If a registered Shareholder wishes that more than one share certificate be issued for his Shares the Board of Directors may in its discretion levy a charge on such Shareholder to cover the administrative costs incurred in effecting such exchange. Shares shall be issued only upon acceptance of the subscription and subject to payment of the price per Share as set forth in article 24 hereof. The subscriber will, without undue delay, obtain delivery of definitive share certificates or, subject as aforesaid a confirmation of his shareholding.

Payments of dividends in respect of Registered Shares, if any, will be made to Shareholders, by cheque mailed at their risk to their address as shown on the register of Shareholders (the "Register of Shareholders") or to such other address as indicated to the Board of Directors in writing or by bank transfer.

All Registered Shares shall be inscribed in the Register of Shareholders, which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company and such Register of Shareholders shall contain the name of each holder of Registered Shares, his residence or elected domicile (and in the case of joint holders the first named joint holder's address only) so far as notified to the Company and the number of Shares in each Sub-Fund held by him. Every transfer of a Registered Share shall be entered in the Register of Shareholders upon payment of such fee as shall have been approved by the Board of Directors for registering any other document relating to or affecting the title to any Share.

The transfer of Shares represented by Global Share Certificates shall be effective by book entry credit to the securities accounts of the Shareholders' financial intermediaries opened with the clearing institutions, in accordance with applicable laws and any rules and procedures issued by the clearing agent concerned with such transfer.

The transfer of Registered Shares shall be effected by inscription of the transfer by the Company in the Register of Shareholders upon delivery of the certificate or certificates, if any, representing such Shares, to the Company, along with other instruments and preconditions of transfer satisfactory to the Company.

Every Shareholder of which shareholding is recorded in the Register of Shareholders must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. Such address will be entered in the Register of Shareholders. In the event of joint holders of Shares (the joint holding of Shares being limited to a maximum of four persons) only one address will be inserted and any notices will be sent to that address only. In the event that such Shareholder does not provide such address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the Register of Shareholders and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such Shareholder. The Shareholder may, at any time, change his address as entered in the Register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may

be set by the Company from time to time. Subject to the prior approval of the Company expressed on a case by case basis or in general terms as specified in the Company's Prospectus, Shares may also be issued upon acceptance of the subscription against contribution in kind of transferable securities and other assets compatible with the investment policy and the investment objective of the Company. The value of any such subscription in kind will be confirmed in a report prepared by the Company's auditor, to the extent required under Luxembourg law.

If the payment made by any subscriber (who is subscribing for Registered Shares) results in the issue of a fraction of a Share, such fraction shall be entered into the Register of Shareholders. Fractions of Shares shall not carry a vote but shall, to the extent the Company shall determine, be entitled to a corresponding fraction of the dividend.

Lost and damaged share certificates

Art. 7. If any Shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

The Company may, at its election, charge the customer charges incurred in issuing a duplicate or a new share certificate in substitution for a mislaid, mutilated, or destroyed share certificate.

Restrictions on shareholding

Art. 8. The Board of Directors shall have power to impose such restrictions (other than any restrictions on transfer of Shares) as it, in its discretion, may think necessary for the purpose of ensuring that no Shares in the Company are acquired or held by or on behalf of any person, firm or corporate entity, determined in the sole discretion of the Board of Directors as being not entitled to subscribe for or hold Shares in the Company or, as the case may be, in a specific Sub-Fund or Class of Shares, (i) if in the opinion of the Board of Directors such holding may be detrimental to the Company, (ii) if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, (iii) if as a result thereof the Company may become exposed to disadvantages of a tax, legal or financial nature that it would not have otherwise incurred or (iv) if such person would not comply with the eligibility criteria of a given Class of Shares (each individually, a "Prohibited Person").

More specifically, the Company may restrict or prevent the ownership of Shares in the Company by any person, firm or corporate body, and without limitation, by (i) any "U.S. Person", as defined hereafter or by (ii) any person willing to subscribe for or to buy on the secondary market or holding Shares of Classes reserved to Institutional Investors (as defined below) who does not qualify as an Institutional Investor or by (iii) a Prohibited Person (altogether defined as "Restricted Person"). For such purposes, the Company may:

(a) decline to issue any Share, or to register any transfer of Shares, where it appears to it that such issue or registry would or might result in beneficial ownership of such Shares by a Restricted Person,

(b) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of Shares, on the Register of Shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not the beneficial ownership of such Shares rests or will rest in a Restricted Person; and

(c) where it appears to the Company that any Restricted Person, either alone or in conjunction with any other person, is a beneficial owner of Shares, compulsorily redeem from such Shareholder all Shares held by him in the following manner:

(1) the Company shall serve a notice (hereinafter referred to as the "Redemption Notice") upon the Shareholder appearing in the Register of Shareholders as the owner of the Shares to be redeemed, specifying the Shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such Shares, and the place at which the Redemption Price (as defined below) in respect of such Shares is payable. Any such Redemption Notice may be served upon such Shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such Shareholder at his last address known to or appearing in the Register of Shareholders. Immediately after the close of business on the date specified in the Redemption Notice, such Shareholder shall cease to be a Shareholder and the Shares previously held by him shall be cancelled;

(2) the price at which the Shares specified in any Redemption Notice shall be redeemed shall be determined in accordance with article 21 hereof (hereinafter referred to as the "Redemption Price");

(3) payment of the Redemption Price will be made to the Shareholder appearing as the owner thereof in the Reference Currency (as defined in the Company's prospectus (the "Prospectus")) of the relevant Sub-Fund and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Redemption Notice) for payment to such owner, upon surrender of certificate or certificates (if any) relating to the Shares specified in such notice. Upon deposit of the monies corresponding to the Redemption Price as aforesaid no person specified in such Redemption Notice shall have any further interest or claim in such Shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the Shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without any interest being due) from such bank as aforesaid;

(4) the exercise by the Company of the powers conferred by this article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership

of any Shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any Redemption Notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith; and

(d) decline to accept the vote of any person who is precluded from holding Shares in the Company at any meeting of Shareholders of the Company.

Whenever used in these articles of incorporation (the "Articles of Incorporation"), the term "U.S. Person" shall mean U.S. persons (as defined under United States federal securities, commodities and tax laws) or persons who are resident in the United States at the time the Shares are offered or sold and the term "Institutional Investor" shall include any investor meeting the requirements to qualify as an institutional investor for the purposes of article 174 of the 2010 Law, as amended.

The Company may further determine to restrict or close the issue of Shares (including any conversion) when it is in the interest of the Company and/or its Shareholders to do so, including when the Company reaches a size that could impact the ability to find suitable investments for the Company.

Powers of the general meeting of shareholders

Art. 9. Any regularly constituted meeting of the Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company (or Sub-Fund or the Class of Shares as the case may be). Its resolutions shall be binding upon all Shareholders regardless of the number of Shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

In the event that the Company is composed of one sole Shareholder, the sole Shareholder will be vested with all powers of the general meeting of Shareholders.

General meetings

Art. 10. The annual general meeting of Shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the last Wednesday in April at 2.00 p.m. (CET) of each year and for the first time, in 2016. If such day is not a Luxembourg and Frankfurt a. Main stock exchange Banking Day (a day (other than a Saturday or Sunday) on which commercial banks settle payments in Luxembourg and Frankfurt a. Main), the annual general meeting shall be held on the immediately following Luxembourg Banking Day. The annual general meeting may be held abroad if, in the discretion of the Board of Directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of Shareholders may be held at such place and time as may be specified by the Board of Directors in the respective convening notices of such meeting. A general meeting must be convened if Shareholders representing at least one tenth (1/10) of the Company's capital so require.

Special meetings of the holders of Shares of any one Sub-Fund or Class of Shares or of several Sub-Funds or Classes of Shares may be convened by the Board of Directors to decide on any matters relating to such Sub-Fund or Classes of Shares and/or to a variation of their rights.

Quorum and votes

Art. 11. Unless otherwise provided herein, the quorum and periods required by law shall govern the convening notice for and conduct of the general meetings of Shareholders.

If so provided for, Shareholders participating in a Shareholders' meeting by video conference or any other telecommunication methods allowing for their identification shall be deemed present for the purpose of quorum and majority computation. Such telecommunication methods shall satisfy such technical requirements that will enable the effective participation in the meeting and the deliberations of the meeting shall be retransmitted on a continuous basis.

Each whole Share is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by these Articles of Incorporation and by any applicable Luxembourg laws and regulations. A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by appointing another person as his proxy in writing. A corporation may execute a proxy under the hand of a duly authorised officer.

The Board of Directors may, in its absolute discretion, provide in the convening notice for any general meeting that Shareholders shall be authorised to cast their vote by ballot papers («formulaires») expressed in the English language.

Any ballot paper ("formulaire") shall be delivered by hand with acknowledgment of receipt, by registered post, by special courier service using an internationally recognised courier company at the registered office of the Company or by fax at the fax number of the registered office of the Company.

Any ballot paper ("formulaire") which does not bear any of the following mentions or indications is to be considered void and shall be disregarded for quorum purposes:

- name and registered office and / or residence of the relevant Shareholder;
- total number of Shares held by the relevant Shareholder and, if applicable, number of Shares of each Class held by the relevant Shareholder;
- agenda of the general meeting;
- indication by the relevant Shareholder, with respect to each of the proposed resolutions, of the number of Shares for which the relevant Shareholder is abstaining, voting in favour of or against such proposed resolution; and

- name, title and signature of the duly authorised representative of the relevant Shareholder.

Any ballot paper (“formulaire”) shall be received by the Company no later than 5 p.m., Luxembourg time on the Luxembourg Banking Day immediately preceding the day of the general meeting of Shareholders. Any ballot paper (“formulaire”) received by the Company after such deadline shall be disregarded for quorum purposes.

A ballot paper (“formulaire”) shall be deemed to have been received:

(a) if delivered by hand with acknowledgment of receipt, by registered post or by special courier service using an internationally recognised courier company; at the time of delivery; or

(b) if delivered by fax, at the time recorded together with the fax number of the receiving fax machine on the transmission receipt.

Except as otherwise required by law or as otherwise required herein, resolutions at a meeting of Shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast.

Resolutions of the sole Shareholder shall be documented in writing.

The Board of Directors may determine any other conditions that must be fulfilled by the Shareholders for them to take part in any meeting of Shareholders.

For any decisions affecting the rights of the Shareholders of a specific Class, a separate class meeting may be convened for which no quorum is required and resolutions will be passed by a simple majority of the votes cast, unless otherwise required by law of these Articles of Incorporation.

Convening notice

Art. 12. Shareholders shall be convened by the Board of Directors or, if exceptional circumstances so require, by any two directors acting jointly, pursuant to a convening notice sent by registered mail at least eight (8) calendar days prior to the meeting to each registered Shareholder at the Shareholder’s address indicated in the Register of Shareholders.

The convening notice shall contain the agenda and such information and appendices as required by Luxembourg law. The convening notice for a general meeting may provide that the quorum and the majority will be determined in accordance with the Shares issued and in circulation the fifth day preceding the general meeting at midnight (Luxembourg time).

One or several Shareholders representing at least one tenth (1/10) of the Company’s capital may require that additional items be added to the agenda of the general meeting by five (5) days prior notice.

If all Shareholders are present or represented at a general meeting of Shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, they may decide that the meeting be held without prior notice or publicity having been given or made.

Directors

Art. 13. The Company shall be managed by the Board of Directors which shall be composed of not less than three (3) members. Members of the Board of Directors need not be Shareholders of the Company.

The directors shall be elected by the Shareholders at their annual general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the Shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may meet and may elect by way of cooptation, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next meeting of Shareholders.

Proceedings of directors

Art. 14. The Board of Directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the Shareholders. The Board of Directors shall meet upon call by any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of Shareholders and at the Board of Directors, but failing a chairman or in his absence the Shareholders or the Board of Directors may appoint any person as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all directors at least twenty four hours in advance of the time set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable, telegram, telex, electronic mail or telefax of each director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Any director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by cable, telegram, telex, electronic mail or telefax another director as his proxy. Directors may also cast their vote in writing or by cable, telegram, telex, electronic mail or telefax message.

The directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors. Directors may not bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors shall deliberate or act validly only if at least a majority of the directors is present (which may be by way of a telephone conference call or video conference call) or represented at a meeting of the Board of Directors. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. In the event of tie the chairman shall have a casting vote.

Resolutions of the Board of Directors may also be passed in the form of a circular resolution in identical terms which may be signed on one or more counterparts by all directors.

The Board of Directors from time to time may appoint the officers of the Company, including a general manager, a secretary, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the Board of Directors. Officers need not be directors or Shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles of Incorporation, shall have the powers and duties given to them by the Board of Directors.

The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to physical persons or corporate entities which need not be members of the Board of Directors, acting under the supervision and responsibility of the Board of Directors. The Board of Directors may also delegate certain of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the Board of Directors or not) as it thinks fit.

Minutes of board of directors meetings

Art. 15. The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the chairman or, as the case may be, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by such chairperson, or by the secretary, or by two directors.

Determination of investment policies

Art. 16. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interest. All powers not expressly reserved by law or by these Articles of Incorporation to the general meeting of Shareholders may be exercised by the Board of Directors.

The Board of Directors has, in particular, power to determine the investment policy for each Sub-Fund. The course of conduct of the management and business affairs of the Company shall not effect such investments or activities as shall fall under such investment restrictions as may be imposed by the 2010 Law or be laid down in the laws and regulations of those countries where the Shares are offered for sale to the public or as shall be adopted from time to time by resolutions of the Board of Directors and as shall be described in any prospectus relating to the offer of Shares.

The Company may only invest in:

(i) transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in an Eligible State. (For this purpose an "Eligible State" shall mean any member State of the Organisation for the Economic Cooperation and Development ("OECD") and any other country of Europe, North, Central & South America, Asia, Africa and the Pacific Basin); and/or

(ii) transferable securities and money market instruments dealt in on another regulated market in an Eligible State which operates regularly and is recognised and open to the public (a "Regulated Market"); and/or

(iii) recently issued transferable securities and money market instruments, provided that the terms of issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on a stock exchange or Regulated Market in an Eligible State provided that the choice of the stock exchange or the market has been provided for in the constitutional documents of the Company and such admission is secured within a year of issue; and/or

(iv) units of undertakings for collective investment in transferable securities («UCITS») authorised according to Directive 2009/65/EC of the European Parliament and of the Council of 13 July 2009 on the coordination of laws, regulations and administrative provisions relating to undertakings for collective investment in transferable securities as may be amended from time to time and/or other undertakings for collective investment («UCIs») within the meaning of Article 1, paragraph (2) first and second indents of Directive 2009/65/EC as may be amended from time to time, should they be situated in a Member State of the European Union or not, provided that:

- such other UCIs are authorised under laws which provide that they are subject to supervision considered by the Commission de Surveillance du Secteur Financier ("CSSF") to be equivalent to that laid down in Community law, and that cooperation between authorities is sufficiently ensured;

- the level of protection for unit-holders in the other UCIs is equivalent to that provided for unit-holders in a UCITS, and in particular that the rules on asset segregation, borrowing, lending, uncovered sales of transferable securities and money market instruments are equivalent to the requirements of Directive 2009/65/EC as may be amended from time to time;

- the business of the other UCIs is reported in half-yearly and annual reports to enable an assessment to be made of the assets and liabilities, income and operations over the reporting period.

No more than ten (10) per cent of the UCITS' or the other UCIs' assets, whose acquisition is contemplated, can, according to their constitutional documents, be invested in aggregate in units of other UCITS or other UCIs; and/or

(v) deposits with credit institutions which are repayable on demand or have the right to be withdrawn, and maturing in no more than twelve (12) months, provided that the credit institution has its registered seat in a Member State of the European Union (a "Member State") or, if the registered seat of the credit institution is situated in a non-Member State, provided that it is subject to prudential rules considered by the CSSF as equivalent to those laid down in Community law; and/or

(vi) money market instruments other than those dealt in on a Regulated Market, which are liquid and whose value can be determined with precision at any time, if the issue or issuer of such instruments is itself regulated for the purpose of protecting investors and savings, and provided that they are:

- issued or guaranteed by a central, regional or local authority or central bank of a Member State, the European Central Bank, the European Union or the European Investment Bank, a non-Member State or, in the case of a Federal State, by one of the members making up the federation, or by a public international body to which one or more Member States belong, or

- issued by a company any securities of which are dealt in on Regulated Markets referred to in items (i), (ii) or (iii) above, or

- issued or guaranteed by an establishment subject to prudential supervision, in accordance with criteria defined by Community law, or by an establishment which is subject to and complies with prudential rules considered by the CSSF to be at least as stringent as those laid down by Community law, or

- issued by other bodies belonging to the categories approved by the CSSF provided that investments in such instruments are subject to investor protection equivalent to that laid down in the first, the second and the third indents and provided that the issuer is a company whose capital and reserves amount to at least ten million euros (EUR 10,000,000.-) and which presents and publishes its annual accounts in accordance with the fourth directive 78/660/EEC, is an entity which, within a group of companies which includes one or several listed companies, is dedicated to the financing of the group or is an entity which is dedicated to the financing of securitisation vehicles which benefit from a banking liquidity line; and/or

(vii) financial derivative instruments, including equivalent cash-settled instruments in accordance with articles 41 (1) g and 42 (2) of the 2010 Law, or

PROVIDED THAT the Company may also invest in transferable securities and money market instruments other than those referred to above; provided further that the total of such investment shall not exceed ten (10) percent of the net assets attributable to any Sub-Fund.

The Company may invest in Shares issued by one or several other Sub-Funds of the Company, under the conditions provided for in the 2010 Law.

A Sub-Fund ("Feeder") may further invest 85% of its assets in units of another UCITS ("Master") authorised according to Directive 2009/65/EC (or a sub-fund of such UCITS).

The Company may invest up to a maximum of thirty-five (35) per cent of the net assets of any or of all the Sub-Funds in transferable securities or money market instruments issued or guaranteed by a Member State, its local authorities, by another Eligible State or by public international bodies of which one or more Member States are members.

The Company may further invest up to hundred (100) per cent of the net assets of any Sub-Fund, in accordance with the principle of risk spreading, in transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by a Member State, by its local authorities or by a member State of the OECD or by public international bodies of which one or more Member States are members, provided the relevant Sub-Fund holds securities from at least six different issues and securities from one issue do not account for more than thirty (30) per cent of the total net assets of such Sub-Fund.

Unless otherwise provided in the prospectus for a given Sub-Fund, no more than ten (10) per cent of a single Sub-Fund's assets may be invested in shares or units of other UCITS and/or other UCIs.

In case of investment in the units of other UCITS and/or other UCIs that are managed, directly or by delegation, by the Management Company (the "Management Company") or the Investment Manager of the Company (the "Investment Manager") or by any other Company which is linked to the Investment Manager by common management or control or by a substantial direct or indirect holding (a "Linked Company"), neither the Investment Manager nor the Linked Company may charge subscription or redemption fees on account of the Company's investment in the units of such UCITS and/or UCI.

Directors' interest

Art. 17. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company has a personal interest in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm but subject as hereinafter

provided, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, such director or officer shall make known to the Board of Directors such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction, and such director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of Shareholders.

The foregoing provisions do not apply if and when the relevant transaction is entered into under fair market conditions and falls within the ordinary course of business of the Company.

Indemnity

Art. 18. The Company may indemnify any director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified. Such person shall be so indemnified in all circumstances, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or wilful misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Administration

Art. 19. The Company will be bound by the signature(s) of any directors or by the signature(s) of any director(s) or officer(s) to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

Auditor

Art. 20. The general meeting of Shareholders shall appoint a "réviseur d'entreprises agréé" who shall carry out the duties prescribed by article 154 of the 2010 Law.

Redemption, Conversion of shares, Mergers and liquidation of sub-funds

Art. 21. As is more specifically prescribed herein below the Company has the power to redeem its own Shares at any time within the sole limitations set forth by law, these Articles of Incorporation and in the Prospectus.

Redemptions will generally take place in respectively cash or in kind depending on the Sub-Fund concerned as more specifically prescribed in the current Prospectus.

Any Shareholder may request the redemption of all or part of his Shares by the Company provided that:

(i) the Company may refuse to redeem Shares if such redemption request does not comply with the minimum number of Shares to offer for redemption or the minimum redemption amount or such other conditions as the Board of Directors may determine from time to time and as disclosed in the Prospectus; and

(ii) the Company may, if the compliance with such request would result in a holding of Shares in the Company or the relevant Sub-Fund of an aggregate amount or number of Shares which is less than the minimal holding as the Board of Directors may determine from time to time as disclosed in the Prospectus, redeem all the remaining Shares held by such Shareholder; and

(iii) the Company shall not be bound to redeem on any Valuation Date (as defined in the Prospectus) more than 10% of the total number of Shares of the relevant Sub-Fund or Class of Shares then in issue and outstanding; The Company may declare that such redemptions are deferred. On such Valuation Date such requests shall be complied with in priority to later requests (under same conditions as specified below).

If any single application for cash redemption is received in respect of any one Valuation Date which represents more than 10% of the Net Asset Value of any one Sub-Fund, the Board of Directors may ask such Shareholder to accept payment in whole or in part by an in kind distribution of the portfolio securities in lieu of cash as described in the current Prospectus.

For the purpose of the above provisions, conversions are considered as redemptions.

Whenever the Company shall redeem Shares, the price at which such Shares shall be redeemed by the Company shall be the Net Asset Value per Share of the relevant Sub-Fund or Class (as determined in accordance with the provisions of article 23 hereof) determined in accordance with the Prospectus provided a written and irrevocable redemption request has been duly received on the relevant Valuation Date before the relevant redemption deadline, less any applicable redemption charge or fees, as may be decided by the Board of Directors from time to time and described in the then current Prospectus.

Redemption proceeds will be paid within such period as defined in the prospectus.

Any proceeds the Company is unable to redeem to the relevant Shareholders will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

Upon approval by the Company, the Company shall, if the Shareholder requesting redemption so accepts, have the right to satisfy payment of the Redemption Price by allocating to such Shareholder assets from the Sub-Fund equal in

value to the value of the Shares to be redeemed. The nature and type of such assets shall be determined on a fair and reasonable basis with due regard to all applicable laws and regulations and will take into account the interests of the remaining Shareholders and the valuation used shall be confirmed by a report of the Company's auditor, to the extent required by Luxembourg law.

Unless otherwise stated in the current Prospectus, any Shareholder may request conversion of the whole or part of his Shares of a given Class into Shares of the same Class of another Sub-Fund, based on a conversion formula as determined from time to time by the Board of Directors and disclosed in the current Prospectus of the Company provided that the Board of Directors may impose such restrictions as to, inter alia, frequency of conversion, and may make conversion subject to payment of such reasonable charge, as it shall determine and disclose in the current Prospectus. Conversions from Shares of one Class of Shares of a Sub-Fund to Shares of another Class of Shares of either the same or a different Sub-Fund are not permitted, except otherwise decided by the Board of Directors and disclosed in the Prospectus.

In the event that, for any reason, the value of the total net assets of any Sub-Fund or Class, declines to, or fails to reach, an amount determined by the Board of Directors to be the minimum appropriate level for the relevant Sub-Fund or Class, or in the event that the Board of Directors deems it appropriate because of changes in the economical or political situation affecting the relevant Sub-Fund or Class, or because it is in the best interests of the relevant Shareholders, the Company may redeem all (but not some) of the Shares of the Sub-Fund or Class. In the case of a termination of the Sub-Fund or Class, the Company will redeem the Shares at a price reflecting the anticipated realisation and liquidation costs of closing the relevant Sub-Fund or Class but without application of any redemption charge.

Termination of a Sub-Fund or Class by compulsory redemption of all relevant Shares for reasons other than those mentioned in the preceding paragraph, may be effected only upon its prior approval of the Shareholders holding Shares relating to a Sub-Fund or Class to be terminated, at a duly convened meeting relating to such Sub-Fund or Class which may be validly held without a quorum and decided by a simple majority of the Shares present or represented.

Liquidation and redemption proceeds not claimed by the Shareholders at the close of the liquidation of a Sub-Fund or Class will be deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg. If not claimed, they shall be forfeited after thirty (30) years.

In addition, the Board of Directors may decide, in compliance with the procedures laid down in Chapter 8 of the law of 17 December 2010, to merge any sub-fund with another UCITS or a sub-fund within such UCITS (whether established in Luxembourg or another Member State or whether such UCITS is incorporated as a company or is a contractual type fund) under the provisions of Directive 2009/65/EC.

Such merger will be binding on the Shareholders of the relevant Sub-Fund upon thirty days' prior written notice thereof given to them, during which Shareholders may redeem their Shares, it being understood that the merger will take place five Business Days after the expiry of such notice period.

The request for redemption of a Shareholder during the above mentioned period will be treated without any cost, other than the cost of disinvestment.

A merger that has as a result that the Company ceases to exist needs to be decided at a general meeting of shareholders and certified by a notary. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting.

Valuations and suspension of valuations

Art. 22. The Net Asset Value of Shares issued by the Company shall be determined with respect to the Shares relating to each Sub-Fund by the Company from time to time, but in no instance less than twice monthly, as the Board of Directors may decide (every such day or time for determination thereof being a Valuation Date).

During the existence of any state of affairs which, in the opinion of the Board of Directors, makes the determination of the Net Asset Value of a Sub-Fund in the Reference Currency either not reasonably practical or prejudicial to the Shareholders of the Company, the Net Asset Value and the Subscription Price and Redemption Price may temporarily be determined in such other currency as the Board of Directors may determine.

The Company may suspend the determination of the Net Asset Value and the issue and redemption of Shares in any Sub-Fund as well as the right to convert Shares of any Sub-Fund into Shares relating to another Sub-Fund:

(i) during any period in which any of the principal stock exchanges or other markets on which a substantial portion of the assets of a Sub-Fund from time to time are quoted or traded is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which transactions therein are restricted, limited or suspended, provided that such restriction, limitation or suspension affects the valuation of such assets;

(ii) where the existence of any state of affairs which, in the opinion of the Board of Directors, constitutes an emergency or renders impracticable a disposal or valuation of the assets attributable to a Sub-Fund;

(iii) during any breakdown of the means of communication or computation normally employed in determining the price or value of any of the assets attributable to a Sub-Fund;

(iv) during any period in which the Company is unable to repatriate monies for the purpose of making payments on the redemption of Shares or during which any transfer of monies involved in the realisation or acquisition of investments

or payments due on redemption of Shares cannot, in the opinion of the Board of Directors, be effected at normal rates of exchange;

(v) when for any other reason the prices of any constituents of the assets of a Sub-Fund cannot promptly or accurately be ascertained;

(vi) in case of the Company's liquidation or in the case a notice of termination has been issued in connection with the liquidation of a Sub-Fund or a Class of Shares;

(vii) where, in the opinion of the Board of Directors, circumstances which are beyond the control of the Board of Directors make it impracticable or unfair vis-à-vis the Shareholders to continue trading the Shares;

(viii) in case of a merger of a Sub-Fund with another Sub-Fund of the Company or of another UCITS (or a sub-fund thereof), provided such suspension is in the interest of the Shareholders;

(ix) in case of a feeder Sub-Fund, if the net asset calculation of the Master UCITS is suspended.

The suspension in respect of a Sub-Fund will have no effect on the calculation of the Net Asset Value and the issue, redemption and conversion of the Shares of any other Sub-Fund.

Notice of the beginning and of the end of any period of suspension will be given to the Luxembourg supervisory authority and to the Luxembourg Stock Exchange and any other relevant stock exchange where the Shares are listed and to any foreign regulator where any Sub-Fund is registered in accordance with the relevant rules. Such notice will be notified to the relevant shareholders concerned.

Determination of net asset value

Art. 23. The Net Asset Value, the Redemption Price of Shares and the Issue Price of Shares shall be determined by the Company on the Valuation Date at least twice a month. The Valuation Date for each Sub-Fund is indicated in the relevant appendix of the Prospectus (the "Appendix").

The Net Asset Value of each Sub-Fund and the Net Asset Value of the relevant Class shall be expressed in the currency of each Sub-Fund as described in the relevant Appendix. Whilst the reporting currency of the Company is Euro, the Net Asset Value is made available in the currency of each Sub-Fund as described in the relevant Appendix. The Net Asset Value shall be determined on each Valuation Date separately for each Share of each Sub-Fund and for each Class dividing the total Net Asset Value of the relevant Sub-Fund and of the relevant Class by the number of outstanding Shares of such Sub-Fund and of the relevant Class.

The Net Asset Value shall be determined by subtracting the total liabilities of the Sub-Fund or Class from the total assets of such Sub-Fund or Class in accordance with the principles laid down in the Company's Articles of Incorporation and in such further valuation regulations as may be adopted from time to time by the Board of Directors.

Valuation of Investments

Investments shall be valued as follows:

1 The value of any cash in hand or on deposit, discount notes, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such provision as the Company may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof.

2 The value of all securities which are listed on an official stock exchange is determined on the basis of the last available prices on the Business Day immediately preceding the Valuation Date. If there is more than one stock exchange on which the securities are listed, the Board of Directors may in its discretion select the stock exchange which shall be the principal stock exchange for such purposes.

3 Securities traded on a regulated market are valued in the same manner as listed securities.

4 Securities which are not listed on an official stock exchange or traded on a regulated market shall be valued by the Company in accordance with valuation principles decided by the Board of Directors, at a price no lower than the bid price and no higher than the ask price on the relevant Valuation Date.

5 Derivatives and repurchase agreements which are not listed on an official stock exchange or traded on a regulated market shall be valued by the Company in accordance with valuation principles decided by the Directors on the basis of their marked-to-market price.

6 Term deposits shall be valued at their present value.

7 Traded options and futures contracts to which the Company is a party which are traded on a stock, financial futures or other exchange shall be valued by reference to the profit or loss which would arise on closing out the relevant contract at or immediately before the close of the relevant market.

All securities or other assets for which the valuation in accordance with the above sub-paragraphs would not be possible or practicable, or would not be representative of their fair realisation value, will be valued at their fair realisation value, as determined in good faith and prudently pursuant to the procedures established by the Board of Directors.

Amounts determined in accordance with such valuation principles shall be translated into the currency of the Sub-Fund's accounts at the respective average exchange rates, using the relevant rates quoted by a bank or another first class financial institution.

If pursuant to special circumstances, valuation according to the above-described principles is impracticable or unfair, the Company is authorised to use other generally accepted valuation principles as may be verified by its independent auditors, in order to obtain a fair determination of the value of the assets of each Sub-Fund or Class.

Valuation of Liabilities

The liabilities of the Company shall be deemed to include:

- (a) all borrowings, bills and other amounts due;
- (b) all administrative expenses due or accrued including (but not limited to) the costs of its constitution and registration with regulatory authorities, as well as legal and audit fees and expenses, the costs of legal publications, the cost of listing, prospectus, financial reports and other documents made available to Shareholders, translation expenses and generally any other expenses arising from the administration of the Company;
- (c) all known liabilities, due or not yet due including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of all dividends declared by the Company which remain unpaid until the day these dividends revert to the Company by prescription;
- (d) any appropriate amount set aside for taxes due on the date of the valuation of the Net Asset Value and any other provisions of reserves authorised and approved by the Board; and
- (e) any other liabilities of the Company of whatever kind towards third parties.

For the purposes of valuation of its liabilities, the Company may duly take into account all ongoing or periodic administrative and other expenses by valuing them for the entire year or any other period and by dividing the amount concerned proportionately for the relevant fractions of such period.

Adjusted Pricing Methodology

The Board of Directors may determine that an adjusted pricing methodology may be applied, for the subscription and the redemption of Shares in any Sub-Funds, to the calculation of the Subscription Price and the Redemption Price of the relevant Class of Shares, in order to compensate for the costs, taxes, etc., generated by the purchase or sale of the Sub-Fund's assets caused by subscriptions and redemptions (the "Adjusted Net Asset Value"). These costs reflect both the estimated fiscal charges and dealing costs that may be incurred by the subscriptions and redemptions and the estimated bid/offer spread of the assets in which the Sub-Fund invests (the "Adjusted Pricing Methodology").

The Adjusted Pricing Methodology may be applied for the subscription and the redemption of shares of the relevant Sub-Fund and / or Class of Shares by adjusting upwards or downwards its Net Asset Value by an amount, relating to the cost of market dealing, taxes, etc. for that Sub-Fund, determined as a percentage of that Net Asset Value (the "Adjusted Factor"). The Adjusted Factor will be determined by the Board of Directors (or any delegate duly appointed by the Board of Directors). As certain financial markets and jurisdictions may have different charging structures on the buy and sell sides, the resulting Adjusted Factor may be different for net inflows than for net outflows.

If applicable, the Adjusted Factor is specifically described for each Class of Shares of each Sub-Fund in the relevant appendix of the Prospectus. The Adjusted Factor will be determined, from time to time, and adapted by the Board of Directors if the market conditions so require.

Co-Management

For the purposes of effective management and in order to reduce the operational and administrative costs, the Board of Directors or, as the case may be, the Investment Manager, may decide, as described in the Prospectus, that all or part of the assets of one or more Sub-Funds of the Company be co-managed with the assets belonging to other Sub-Funds of the Company (for the purpose hereof, the "Participating Sub-Fund"). In the following paragraphs, the term "Co-Managed Assets" will refer to all the assets belonging to the Participating Sub-Funds which are subject to this co-management scheme.

Within this framework, the Board of Directors or, as the case may be, the Investment Manager, may, for the account of the Participating Sub-Funds, take decisions on investment, divestment or on other readjustments which will have an effect on the composition of the Participating Sub-Funds' portfolio. Each Participating Sub-Fund will hold such proportion of the Co-Managed Assets which corresponds to a proportion of its Net Asset Value over the total value of the Co-Managed Assets. This ratio will be applied to each of the levels of the portfolio held or acquired in co-management. In the event of investment or divestment decisions, these ratios will not be affected and additional investments will be allocated, in accordance with the same ratios, to the Participating Sub-Funds and any assets realised will be withdrawn proportionally to the Co-Managed Assets held by each Participating Sub-Fund.

In the event of new subscriptions occurring in respect of one of the Participating Sub-Funds, the proceeds of the subscription will be allocated to the Participating Sub-Funds according to the modified ratio resulting from the increase of the net assets of the Participating Sub-Fund which benefited from the subscriptions, and all levels of the portfolio held in co-management will be modified by way of transfer of the relevant assets in order to be adjusted to the modified ratios. In like manner, in the event of redemptions occurring in respect of one of the Participating Sub-Funds, it will be necessary to withdraw such liquid assets held by the Participating Sub-Funds as will be determined on the basis of the modified

ratios, which means that the levels of the portfolios will have to be adjusted accordingly. Shareholders must be aware that even without an intervention of the competent bodies of the Company or, as the case may be, of the Investment Manager, the co-management technique may affect the composition of the Sub-Fund's assets as a result of particular events occurring in respect of other Participating Sub-Funds such as subscriptions and/or redemptions. Thus, on the one hand, subscriptions effected with respect to one of the Participating Sub-Funds will lead to an increase of the liquid assets of such Participating Sub-Fund, while on the other hand, redemptions will lead to a decrease of the liquid assets of the relevant Participating Sub-Fund. The subscription and redemption proceeds may however be kept on a specific account held in respect of each Participating Sub-Fund which will not be subject to the co-management technique and through which the subscriptions and redemptions proceeds may transit. The crediting and debiting to and from this specific account of an important volume of subscriptions and redemptions and the Company's or, as the case may be, the Investment Manager's competent bodies' discretionary power to decide at any moment to discontinue the co-management technique can be regarded as a form of trade-off for the readjustments in the Sub-Funds' portfolios should the latter be construed as being contrary to the interests of the Shareholders of the relevant Participating Sub-Funds. Where a change with respect to the composition of a specific Participating Sub-Fund's portfolio occurs because of the redemption of Shares of such Participating Sub-Fund or the payments of any fees or expenses which have been incurred by another Participating Sub-Fund and would lead to the violation of the investment restrictions of such Participating Sub-Fund, the relevant assets will be excluded from the co-management scheme before enacting the relevant modification.

Co-Managed Assets will only be co-managed with assets belonging to Participating Sub-Funds of which the investment policy is compatible. Given that the Participating Sub-Funds can have investment policies which are not exactly identical, it cannot be excluded that the common policy applied will be more restrictive than that of the particular Participating Sub-Funds.

The Board of Directors or, as the case may be, the Investment Manager, may at any time and without any notice whatsoever decide that the co-management will be discontinued.

The Shareholders may, at any moment, obtain information at the registered office of the Company, on the percentage of the Co-Managed Assets and on the Participating Sub-Funds that are subject to the co-management scheme. Periodic reports made available to the Shareholders from time to time will provide information on the percentage of the Co-Managed Assets and on the Participating Sub-Funds that are subject to the co-management scheme.

Subscription price

Art. 24. Subscriptions may take place in cash or in kind. Any payment in kind will be made (subject to and in accordance with all applicable laws, involving from time to time, to the extent required by Luxembourg law, the drawing up of a special auditing report prepared by the Company's auditor confirming the value of the assets contributed by such an in kind payment) by way of an in kind contribution of securities to the Company which are acceptable to the Board of Directors and are consistent with the investment policy and the investment restrictions of the Company and the relevant Sub-Fund.

Whenever the Company shall offer Shares for subscription, the price per Share at which such Shares shall be offered and sold, shall be the Net Asset Value per Share of the relevant Class of Shares calculated in accordance with the Prospectus to which a subscription charge as the Board of Directors may from time to time determine, and as shall be disclosed in the Company's then current Prospectus, may be added ("Subscription Charge").

The price so determined shall be payable within a period as indicated in the prospectus.

Financial year

Art. 25. The accounting year of the Company shall begin on the first day of January of each year and shall terminate on the last day of December of the following year except that the first financial year starts with the incorporation of the Company and ends on last day of December 2015.

The accounts of the Company shall be expressed in EUR or in respect of any Sub-Fund, in such other currency or currencies as the Board of Directors may determine. Where there shall be different Sub-Funds as provided for in article 5 hereof, and if the accounts within such Sub-Funds are maintained in different currencies, such accounts shall be converted into euro and added together for the purpose of determination of the accounts of the Company. The annual accounts, including the balance sheet and profit and loss account, the directors' report and the notice of the annual general meeting will be sent to registered Shareholders and will be made available at the registered office not less than fifteen (15) days prior to each annual general meeting.

Distribution of income

Art. 26. The general meeting of Shareholders of each Sub-Fund shall, upon the proposal of the Board of Directors in respect of each Sub-Fund, subject to any interim dividends having been declared or paid, determine how the annual net investment income shall be disposed of in respect of the relevant Sub-Fund.

Interim dividends may, at the discretion of the Board of Directors, be declared subject to such further conditions as set forth by law, and be paid out on the Shares of any Sub-Fund out of the income attributable to the Sub-Fund of assets relating to such Sub-Fund upon decision of the Board of Directors.

The dividends declared will normally be paid in the Reference Currency in which the relevant Sub-Fund is expressed or in such other currencies as selected by the Board of Directors and may be paid at such places and times as may be determined by the Board of Directors. The Board of Directors may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend monies into the currency of their payment. Stock dividends may be declared.

No dividends shall be declared in respect of Capitalisation Shares.

Distribution upon liquidation

Art. 27. In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of Shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. The net proceeds of liquidation corresponding to each Sub-Fund shall be distributed by the liquidators to the holders of Shares relating to each Sub-Fund in proportion of their holding of Shares in such Sub-Fund.

With the consent of the Shareholders expressed in the manner provided for by articles 67-1 and 142 of the 10 August 1915 law on commercial companies (the "1915 Law"), the Company may be liquidated and the liquidator authorised, in accordance with any applicable laws, by a decision by majority vote of two thirds of the Company's Shareholders to transfer all assets and liabilities of the Company to a Luxembourg UCITS in exchange for the issue to the Shareholders in the Company of shares of such UCITS in proportion to their shareholding in the Company. Otherwise any liquidation will entitle a shareholder to a pro rata share of the liquidation proceeds corresponding to his Class of Shares. Moneys available for distribution to Shareholders in the course of the liquidation that are not claimed by Shareholders will at the close of liquidation be deposited at the Caisse des Consignations in Luxembourg pursuant to article 146 of the 2010 Law, where during thirty (30) years they will be held at the disposal of the Shareholders entitled thereto.

Amortisation of incorporation costs

Art. 28. The Company will pay its formation expenses, including the costs and expenses of producing the initial Prospectus, and the legal and other costs and expenses incurred in determining the structure and jurisdiction of the Company. These expenses will be apportioned pro-rata to the initial Sub-Fund(s) and amortised for accounting purposes over a period of up to five (5) years. Amortised expenses may be shared with new Sub-Funds at the discretion of the Board.

Amendment of articles of incorporation

Art. 29. These Articles of Incorporation may be amended from time to time by a meeting of Shareholders, subject to the quorum and majority requirements provided by the laws of Luxembourg.

General

Art. 30. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the 1915 Law and the 2010 Law.

Subscription and payment

The share capital of the Company has been subscribed as follows:

Name of Subscriber	Number of subscribed Founding Ordinary Shares
Mr. Søren RYTOFT	310
Total:	310

Upon incorporation, the Founding Ordinary Shares were fully paid-up, so that the amount of thirty-one thousand Euro (EUR 31,000) is now available to the Company, evidence thereof having been given to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, which shall be borne by the Company as a result of its formation, are estimated at approximately two thousand six hundred euros (2.600.- €).

Resolutions of the sole shareholder

The above named party, representing the whole of the subscribed capital, has passed the following resolutions:

- (1) The registered office of the Company shall be at L-6776 Grevenmacher, 15, rue de Flaxweiler.
- (2) The number of directors is set at three (3) and that of the auditor at one (1).
- (3) The following are elected as Directors for a period of one (1) year ending on the date of the annual general meeting of Shareholders to be held in 2016:

Chairman

- Mr. Jens Philip HAGE, director, residing in L-6496 Echternach, 42a, Montée de Troosknepchen.

Members

- Mr. Søren RYTOFT, director, residing in DK-2970 Hoersholm, Mellemvang 9,
- Mr. Daniel FLÜCK, director, residing in D-55595 Wallhausen, Silvanerweg 13.

(4) The independent auditor of the Company shall be KPMG Luxembourg, Société coopérative, a private limited liability company incorporated under and governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, whose registered office is in L-1855 Luxembourg, 39, Avenue John F. Kennedy, as auditor of the Company. The term of office of the auditor shall expire at the close of the annual general meeting of Shareholders to be held in 2016 approving the annual accounts as of December 31, 2015.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Grevenmacher, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that upon request of the above-appearing person, the present deed is worded in English.

The document having been read to the appearing person, known to the notary by its name, first name, civil status and residence, said person signed together with the notary the present deed.

Signé: P. Sasse et J. Castel.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 02 mars 2015. Relation: GAC/2015/1754. Reçu soixante-quinze euros 75,00.- €.

Le Receveur (signé): Schlink.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Grevenmacher, le 04 mars 2015.

J. Castel

Le notaire

Référence de publication: 2015036723/758.

(150041880) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2015.

Lucoma S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9519 Wiltz, 2, route d'Ettelbruck.

R.C.S. Luxembourg B 98.985.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015019004/10.

(150022764) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2015.

Caromil S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 154.012.

Extrait des décisions prises lors de la réunion du conseil d'administration tenu au siège social en date du 3 février 2015

Le Conseil d'Administration, conformément à la loi du 28 juillet 2014, relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur, publiée au Mémorial A no 161 du 14 août 2014, décide de nommer, comme agent dépositaire, la société ACCOUNTIS S.à r.l., ayant son siège social au 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, enregistrée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B60 219.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

CAROMIL S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2015017987/17.

(150022265) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2015.

Altiad Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1740 Luxembourg, 20, rue de Hollerich.

R.C.S. Luxembourg B 194.135.

STATUTS

L'an deux mille quinze, le vingt-six janvier.

Par devant Nous, Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Monsieur Reda BENNIS, dirigeant de sociétés, né le 04 juillet 1977 à Le Plateau-Abidjan (Côte d'Ivoire), demeurant 19, Rue des Ligures à L-1935 Luxembourg, agissant tant en son nom personnel qu'en tant que mandataire de:

ALTIAD S.A.S, immatriculée sous le numéro SIREN 498 814 755 auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Paris (France), ayant son siège social au 17, Rue de la Banque à F-75002 Paris, ici représentée par sa Présidente, la Sàrl GROUPE ALTIAD, sise 17, Rue de la Banque, F-75002 Paris (France) immatriculée sous le numéro SIREN 454 050 352 auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Paris (France), elle-même représentée par son gérant unique, Monsieur Benoît SOMMIER, né le 04 avril 1978 à Metz (France), demeurant au 59, Rue Saint-Bernard, F-57000 Metz (France), en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration, après avoir été paraphée «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant restera annexé aux présentes pour les besoins de l'enregistrement.

Lesquels comparants, présents et représentés, ont requis le notaire d'arrêter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée régie par les lois y relatives et les présents statuts.

Titre I^{er} . Forme - Dénomination - Durée - Siège - Objet

Art. 1^{er} . Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous le nom de «ALTIAD Luxembourg S.à r.l.», (ci-après la «Société») qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 3. Le siège social de la Société est établi dans la Commune de Luxembourg.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés et en toute autre lieu de la Ville de Luxembourg en vertu d'une décision du conseil de gérance.

Il pourra être créé, par décision du conseil de gérance, des succursales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 4. La Société a pour objet de réaliser tant à Luxembourg qu'à l'étranger soit directement ou indirectement pour ses clients:

- le conseil, l'assistance, l'audit, la formation, la gestion de projet, la réalisation d'études, de veille, d'analyses ou de prestations dans les domaines, notamment de la finance, de la banque, de l'organisation, du management, de la gestion commerciale, administrative et technique, du contrôle de la performance, des Systèmes d'information.

L'objet de la Société inclut plus généralement toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières, immobilières ou financières se rattachant directement ou indirectement à l'un des objets précités ou à tous objets similaires ou connexes ou susceptibles de faciliter l'accomplissement ou le développement desdits objets.

D'une manière générale, la Société pourra exercer tout contrôle, superviser et mener à bien toutes opérations qu'elle estimera nécessaires et utiles à la poursuite et au bon développement de son objet social.

Titre II. Capital social - Parts sociales

Art. 5. Le capital social souscrit est fixé à douze mille cinq cent euros (EUR 12.500,-) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

Art. 6. Toute assemblée générale des associés de la Société régulièrement constituée représente l'entière responsabilité des associés de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour exécuter ou ratifier tous actes relatifs aux opérations de la Société.

L'assemblée générale des associés se réunira sur convocation notifiée huit jours en avance par le président du conseil de gérance ou par deux des gérants nommés. La convocation énonce l'ordre du jour de l'assemblée.

Si tous les associés sont présents ou représentés et s'ils confirment qu'ils ont été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale peut être tenue sans convocation ou publication préalable.

Sauf stipulation contraire contenue dans la loi, les décisions de l'assemblée générale des associés dûment convoquée seront prises à la majorité simple des présents et votants.

Le capital et d'autres dispositions des présents statuts peuvent, à tout moment, être changés par l'associé unique ou par des associés représentant au moins trois quarts (3/4) du capital. Les associés peuvent changer la nationalité de la Société par une décision unanime.

Les résolutions prises par écrit avec l'approbation et la signature de tous les associés ont le même effet que des résolutions votées en assemblée des associés.

Tout associé peut participer à toute réunion de l'assemblée par conférence téléphonique ou par d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à la réunion de s'entendre les unes les autres, et de communiquer les unes avec les autres. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. Le procès-verbal d'une telle réunion devra toutefois être approuvé et signé par tous les associés.

Art. 7. Chaque part donne droit à une voix dans les assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

La Société reconnaît une seule personne par part; si une part est détenue par plus d'une personne, la Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à cette part jusqu'à ce qu'une personne ait été désignée comme en étant le seul propriétaire dans les relations avec la Société.

Chaque part sociale donne droit à une fraction de l'actif social et des bénéfices de la Société proportionnelle au nombre des parts existantes.

Les parts peuvent être attachées à des instruments convertibles émis ou à émettre par la Société selon les termes et les conditions générales de ces instruments. Tout associé qui transfère, vend, confère, met en gage ou cède une ou plusieurs de ses parts du capital social de la Société à une tierce partie (ou à la Société en cas de rachat) est obligé de transférer une proportion identique de ses instruments convertibles à la même partie tierce (ou à la Société selon le cas), selon les termes et les conditions générales des instruments convertibles concernés.

L'assemblée générale peut accepter des apports au compte de prime d'émission ou d'autres apports en capitaux propres sans émission de nouvelles parts sociales.

Art. 8. Si la Société n'a qu'un seul associé, cet associé unique exerce tous les pouvoirs attribués à l'assemblée générale.

Les décisions de l'associé unique prises dans le domaine de l'alinéa 1^{er} sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit. Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 9. Si la Société compte au moins deux associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Le transfert de parts sociales entre vifs à des non-associés est soumis à l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital social.

En cas de décès d'un associé le transfert de parts sociales à des non-associés est soumis à l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant au moins les trois quarts (3/4) des droits appartenant aux survivants. Dans ce cas, cependant, l'agrément n'est pas requis lorsque les parts sont transmises soit à des héritiers réservataires, soit au conjoint survivant.

La Société peut racheter ses propres parts sociales.

Toutefois, si le prix de rachat est supérieur à la valeur nominale des parts sociales à racheter, le rachat ne peut être décidé que dans la mesure où des réserves distribuables sont disponibles en ce qui concerne le surplus du prix d'achat. La décision des associés de racheter les parts sociales sera prise par un vote unanime des associés représentant cent pour cent du capital social, réunis en assemblée générale extraordinaire et impliquera une réduction du capital social par annulation des parts sociales rachetées.

Art. 10. Le décès, l'incapacité, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique ou de l'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Art. 11. Les créanciers, ayant droits ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

Titre III. Administration

Art. 12. La Société sera gérée par un ou plusieurs gérants, qui n'ont pas besoin d'être des associés.

Les gérants sont désignés et librement révoqués par l'assemblée générale des associés qui détermine leurs pouvoirs, rémunérations et durée des mandats.

Art. 13. Le conseil de gérance pourra choisir parmi ses membres un président. Il pourra également choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être gérant, et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et des assemblées d'associés.

Le conseil de gérance se réunira sur convocation du président ou de deux gérants, au lieu indiqué dans la convocation.

Une convocation écrite de toute réunion du conseil de gérance doit être adressée à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant l'heure fixée pour la réunion, excepté en cas d'urgence pour lequel la nature des circonstances

d'urgence doit être mentionnée dans la convocation. Cette convocation peut être écartée par l'accord écrit par lettre, télécopie ou e-mail de chaque gérant. Des convocations séparées ne sont pas requises pour des réunions individuelles tenues à des lieux et heures prescrites dans un programme préalablement adopté par une résolution du conseil de gérance.

Tout gérant pourra prendre part à une réunion du conseil de gérance en donnant pouvoir à un autre gérant par écrit par lettre, télécopie ou e-mail.

Les votes pourront être également effectués par écrit par lettre, télécopie ou e-mail.

Le conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins une majorité des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Les résolutions prises par écrit avec l'approbation et la signature de tous les gérants ont le même effet que des résolutions votées en réunions des gérants.

Tout gérant peut participer à toute réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou par d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à la réunion de s'entendre les unes les autres, et de communiquer les unes avec les autres. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. Le procès-verbal d'une telle réunion devra toutefois être approuvé et signé par tous les gérants présents à une telle réunion.

Art. 14. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le président pro tempore qui a présidé une telle réunion.

Les copies ou extraits de tels procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou à toute autre occasion seront signés par le président, le secrétaire ou par deux gérants.

Art. 15. Le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour exécuter tous actes d'administration et de disposition pour compte de la Société et dans l'intérêt de celle-ci.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du conseil de gérance.

Le conseil de gérance pourra déléguer ses pouvoirs de conduire les affaires courantes de la Société et la représentation de la Société pour de telles affaires, avec le consentement préalable de l'assemblée générale des associés, à un ou plusieurs membres du conseil de gérance ou à toute autre personne ou à tout comité (dont les membres n'ont pas à être gérants) délibérant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le conseil de gérance déterminera. Il pourra également confier tous pouvoirs et mandats spéciaux à toute personne qui ne doit pas nécessairement être gérant, nommer et révoquer tous cadres et employés, et fixer leur rémunération.

Art. 16. Vis-à-vis des tiers, la Société est valablement engagée par la signature individuelle du gérant technique ou par la signature conjointe du gérant technique et du gérant administratif.

Art. 17. Dans l'exécution de leur mandat, les gérants ne sont pas responsables personnellement des engagements de la Société. En tant que mandataires de la Société, ils sont responsables de l'exercice correct de leurs obligations.

Art. 18. L'année sociale commencera le premier janvier et se terminera le trente-et-un décembre de chaque année.

Art. 19. A la fin de chaque exercice, le conseil de gérance prépare les comptes annuels qui sont à la disposition des associés au siège social de la Société.

Un montant égal à cinq pour cent (5%) des bénéfices nets de la Société est affecté à la réserve légale. Cette déduction cesse d'être obligatoire lorsque cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

L'assemblée générale des associés, sur recommandation du conseil de gérance, déterminera l'affectation des bénéfices nets annuels.

Des dividendes intérimaires pourront être distribués, à tout moment, sous les conditions suivantes:

1. des comptes intérimaires sont établis par le conseil de gérance,
2. ces comptes font apparaître un bénéfice y inclus les bénéfices reportés,
3. la décision de verser des dividendes intérimaires est prise par une assemblée générale extraordinaire des associés,
4. le paiement est effectué lorsque la Société a obtenu l'assurance que les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés.

Titre IV. Dissolution - Liquidation

Art. 20. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales) nommés par assemblée générale des associés décidant de la dissolution et fixant les pouvoirs et la rémunération des liquidateurs.

Art. 21. Tout ce qui n'est pas expressément réglementé par les présents statuts sera déterminé en concordance avec la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Disposition transitoire:

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2015.

Souscription et libération:

Les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ont été souscrites, comme suit:

1. Monsieur Reda BENNIS, prénommé:	6.125
2. ALTIAS S.A.S., prénommée:	6.375
Total:	12.500

Les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ont toutes été intégralement libérées moyennant apport en numéraire de sorte que le montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la Société ce dont il a été justifié au notaire instrumentant qui le constate.

Déclaration

Le notaire instrumentant déclare par la présente avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 183 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et déclare expressément que ces conditions sont remplies.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit incombant à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison des présentes s'élèvent approximativement à la somme de huit cent trente euros (EUR 830,-).

Résolutions des associés:

Les associés, représentant l'intégralité du capital social souscrit, ont pris immédiatement les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est fixé au 20, rue de Hollerich, L-1740 Luxembourg.

2. Le nombre de gérants est fixé à deux (2).

3. Est nommé gérant technique:

Monsieur Reda BENNIS, prénommé, lequel pourra valablement engager et représenter la Société par sa seule signature.

4. Est nommé gérant administratif:

Monsieur Benoît SOMMIER né le 04 avril 1978 à Metz (France), demeurant au 59, Rue Saint-Bernard, F-57000 Metz (France), lequel pourra valablement engager la Société avec la signature conjointe du gérant technique.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: R. BENNIS, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 27 janvier 2015. 2LAC/2015/1920. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 2 février 2015.

Référence de publication: 2015017892/198.

(150021597) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2015.

Opus Major S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 33.619.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 31 décembre 2014 que, le professionnel du secteur financier, la société INTERCORP S.A., 23, rue Beaumont, -1219 Luxembourg, a été nommée dépositaire des titres au porteur émis par la société.

Luxembourg, le 31 décembre 2014.

POUR EXTRAIT CONFORME

POUR LE CONSEIL ADMINISTRATION

Signature

Référence de publication: 2015017526/15.

(150020807) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

Nuova Mokas S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 21, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 185.086.

—
Extrait des résolutions prise par le conseil de gérance en date du 16 janvier 2015.

Les gérants ont décidé de transférer le siège social de la Société de son ancienne adresse sise 4, Grand-Rue L-1660 Luxembourg au 21, Avenue Monterey L-2163 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Référence de publication: 2015017514/12.

(150020105) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

Abeco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.

R.C.S. Luxembourg B 162.511.

—
Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires qui se tiendra le 17 mars 2015 à 15:00 heures au siège social de la société avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'administration sur l'exercice se cloturant le 31 décembre 2013;
2. Rapport du Commissaire aux Comptes sur l'exercice se clôturant le 31 décembre 2013;
3. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2013;
4. Affectation des résultats au 31 décembre 2013;
5. Décharge aux administrateurs quant à l'exercice sous revue;
6. Décharge au Commissaire aux comptes quant à l'exercice sous revue;
7. Divers.

Pour être admis à l'assemblée, tout détenteur d'actions au porteur est prié de se présenter avec ses titres représentatifs du capital.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015032106/8145/20.

Uni Solar SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1227 Luxembourg, 3, rue Belle-Vue.

R.C.S. Luxembourg B 116.027.

—
Les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à :

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social de la société, le 19 mars 2015 à 9h30 avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

Présentation et approbation des rapports de gestion du conseil d'administration.

- . Présentation et approbation des rapports du Commissaire.
- . Présentation et approbation des bilans et des comptes de profits et pertes au 31 décembre 2011, au 31 décembre 2012 et au 31 décembre 2013.
- . Affectation des résultats.
- . Décision conformément à l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales sur la dissolution éventuelle de la société.
- . Décharge aux administrateurs et au Commissaire.
- . Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015031528/20.
